

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline - Travail



MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION



People for development



World Food Programme

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

Evaluation à mi-parcours de « l'Appui au Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires » en Côte d'Ivoire de 2021 à 2026

**Termes de référence de l'évaluation décentralisée
PAM COTE D'IVOIRE**

Décembre 2023

Table des matières

Table des matières	2
1. Contexte	3
1.1. Introduction	3
1.2. Contexte	3
2. Raisons de l'évaluation	9
2.1. Rationnel.....	9
2.2. Objectifs.....	9
2.3. Analyse des parties prenantes	10
3. Objet de l'évaluation	14
3.1. Objet de l'évaluation	14
3.2. Portée de l'évaluation	16
4. Approche d'évaluation, méthodologie et considérations éthiques	17
4.1. Questions et critères d'évaluation	17
4.2. Approche et méthodologie d'évaluation.....	18
4.3. Évaluation de l'évaluabilité	21
4.4. Considérations éthiques.....	22
4.5. Assurance qualité	22
5. Organisation de l'évaluation	24
5.1. Phases et livrables	24
5.2. Composition de l'équipe d'évaluation.....	25
5.3. Rôles et responsabilités	26
5.4. Considérations de sécurité	29
5.5. Communication	29
5.6. Budget.....	29
Annexes	31
Annexe 1 : Cartographie du programme des cantines scolaires MGD	31
Annexe 2 : Calendrier d'évaluation	32
Annexe 3 : Rôle et composition du comité d'évaluation	34
Annexe 4 : Rôle et composition du groupe de référence d'évaluation	35
Annexe 5 : Plan de communication et d'apprentissage	38
Annexe 6 : Bibliographie	42
Annexe 7 : Acronymes	43
Annexe 8 : Cadre logique	45
Annexe 9 : Indicateurs de performance	1
Annexe 10 : Cadre de résultats du programme MGD	8
Annexe 11: Liste des livrables	14
Annexe 12: Quelques résultats obtenus au cours de cette phase	15
Annexe 13 : Responsabilités thématiques du BP pour l'évaluation	17

1. Contexte

1. Ces termes de référence (ToR) ont été préparés par le bureau de pays du PAM en Côte d'Ivoire sur la base d'un examen initial des documents et d'une consultation avec les parties prenantes et suivant un modèle standard. Le but de ces termes de référence est de fournir des informations clés aux parties prenantes sur l'évaluation à mi-parcours de « l'Appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires », de guider l'équipe d'évaluation et de préciser les attentes au cours des différentes phases de l'évaluation.

1.1. INTRODUCTION

2. Les présents termes de référence (TDR) ont trait à l'évaluation à mi-parcours de l'« Appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires » appuyé par le Gouvernement américain à travers le financement du programme international d'alimentation pour l'éducation et la nutrition infantile de McGovern-Dole (MGD). Ce programme des cantines scolaires est un programme d'alimentation scolaire et de lecture mis en œuvre dans les régions Ouest, Nord et Nord-Est de la Côte d'Ivoire de 2015 à 2022 dans sa première phase. La deuxième phase couvre de 2021 à 2026 la même zone et les mêmes écoles. Elle vise à améliorer les acquis du programme et à faciliter un transfert progressif du programme à l'Etat de Côte d'Ivoire C'est un programme qui vise à soutenir les objectifs nationaux du pays en matière d'amélioration de la scolarisation, de la rétention, de l'enseignement primaire, de l'alphabétisation, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé scolaire. Cette évaluation est une évaluation d'activité (cantines scolaires) commandée par le bureau de pays du PAM en Côte d'Ivoire conformément au plan d'évaluation soumis au bailleur de fonds. Elle couvrira la période de septembre 2021 à avril 2024. La mission d'évaluation se déroulera d'avril à mai 2024.
3. Le but des termes de références est de :
 - a) décrire la mise en œuvre de l'évaluation à mi-parcours;
 - b) fournir les informations clés de l'évaluation à toutes les parties prenantes ;
 - c) informer et encadrer l'équipe d'évaluation sur les objectifs et les attentes de cette évaluation.
4. Les TDR sont basés sur la politique d'évaluation du PAM et la politique de suivi et évaluation de l'USDA. L'évaluation devrait suivre et répondre aux exigences décrites dans ces politiques.

1.2. CONTEXTE

5. La Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest, qui fait frontière avec le Mali et le Burkina Faso au nord, le Liberia et la Guinée à l'ouest, le Ghana à l'est et l'océan Atlantique au sud. Avec une population estimée à près de 29,4 millions d'habitants en 2021, la Côte d'Ivoire fait figure de puissance économique sous régionale. Le secteur primaire, axé sur l'agriculture, représente 22% du PIB ; le secteur secondaire, qui compte également pour environ 22% du PIB, concerne principalement le raffinage du pétrole, l'énergie, l'agro-alimentaire et les bâtiments et travaux publics; enfin, le secteur tertiaire, prépondérant à environ 56% du PIB, est dominé par les télécommunications, les transports, le commerce et les activités financières.

La Côte d'Ivoire est un pays à revenu intermédiaire. Le secteur agricole emploie 46% de la main d'œuvre et fait vivre les deux tiers de la population. La Côte d'Ivoire est le 1er producteur mondial de cacao et de noix de cajou, le 5e producteur mondial d'huile de palme (2e producteur africain), le 7e producteur mondial de caoutchouc naturel (1er producteur africain), le 4e producteur africain de coton.

En Côte d'Ivoire, les jeunes et les femmes sont fortement présents dans les chaînes de valeur agricole et alimentaire. Les femmes sont largement majoritaires dans les activités de maraîchage (production et commercialisation) et vivrières (manioc). Leur participation dans ces activités se situe autour de 95%¹

¹ FIDA - Fonds international de développement agricole

(FIDA). Pour le maïs, la répartition dans les activités productives et commerciales est globalement équivalente pour les femmes (49,4%) et les hommes (50,6 %), tous quasiment des jeunes. Les femmes et les jeunes sont très largement majoritaires dans les niches d'importation, de conservation, de transformation (en particulier le fumage de poisson) et de commercialisation du poisson dans le pays. Ils représentent plus de 90% des acteurs, dont 70% de femmes. En revanche, les hommes sont beaucoup impliqués dans la production de l'igname (67,4%), du riz (75%) et de la viande (ruminants et volailles). Les femmes dominent la commercialisation du riz (85%) alors que les hommes sont omniprésents dans le commerce de l'igname et de la viande (bovins, ovins, œufs et produits carnés). La production de la banane plantain est dominée par les hommes (80%) tandis que les organisations féminines sont plus dominantes dans la production de manioc. La commercialisation et la transformation du manioc et de la banane plantain sont dominées par les femmes (plus de 90%).

Les femmes sont également omniprésentes dans l'alimentation et la nutrition au sein des familles. Cette forte implication est un gage de l'application des bonnes pratiques diffusées dans ces domaines. S'agissant du changement climatique, les femmes sont les plus touchées par les phénomènes divers, car elles ont souvent du mal à trouver des terres pour mener leurs activités de production agricole.

Selon le niveau de développement humain (IDH) des femmes et celui des hommes, mesuré par l'Indice de Développement du Genre (IDG), la Côte d'Ivoire connaît un écart moyen de 22,6%. Les femmes ont moins accès à l'éducation que les hommes et connaissent plus de difficultés en matière d'accès aux soins de santé et au marché du travail. En outre, les femmes sont confrontées à des contraintes sur les plans culturels, religieux et institutionnels qui ont été exacerbées durant la décennie de crise socio-politique, et la récente pandémie de la Covid-19. Selon Afrobarometer, Sept Ivoiriens sur dix (71%) affirment que les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes. Mais (58%) estiment que les femmes faisant acte de candidature pourraient être critiquées ou harcelées. La majorité des Ivoiriens soutiennent l'égalité d'accès à l'emploi et à la terre ainsi que le leadership féminin². Ils approuvent la performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité entre les genres mais estiment que ce dernier doit encore faire davantage.

6. Depuis la fin de la crise post-électorale de 2010, la reprise économique de la Côte d'Ivoire a été remarquable, le pays connaissant l'un des taux de croissance les plus élevés d'Afrique subsaharienne. L'économie ivoirienne a enregistré des taux de croissance du PIB réel de 8,0% en 2016, 7,7% en 2017, 7,4% en 2018 et projetés à 6,9% en 2019 et 3,6% en 2020 en raison des effets néfastes de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'économie. Sur l'indice de bonne gouvernance, la Côte d'Ivoire passe de la 44e place en 2012 à la 22e place en 2018 et à la 18e place en 2020³. Concernant l'indice de perception de la corruption (IPC), le pays passe de la 130ème place en 2012 sur 174 pays classés à la 105ème place sur 180 pays en 2018⁴. La Côte d'Ivoire a fait de grands progrès pour maintenir la croissance économique au-dessus de 7% (cible ODD), l'éducation, l'eau potable et l'électrification : la proportion de la population ayant accès à une source d'électricité et d'eau améliorée est passée de 61% en 2008 à 78,4% en 2015, puis à 82% en 2017 et 84% en 2019. Le taux d'accès à l'électricité a continué à croître, augmentant de 34% en 2011 à 94% en 2020⁵.

Cette amélioration, qui résulte de la récente reprise économique, a touché à la fois les zones rurales et urbaines. Néanmoins, la pauvreté reste un phénomène à prédominance rurale, se manifestant par des inégalités d'accès aux services essentiels et des disparités entre les sexes et qui alimente les clivages entre les groupes de revenus mais aussi entre les populations urbaines et rurales.

7. Toutefois, la pauvreté reste un phénomène essentiellement rural qui se manifeste par des inégalités d'accès aux services essentiels et des disparités entre les sexes et qui alimente les divisions entre les groupes de revenus mais aussi entre les populations urbaines et rurales. En outre, les différentes crises sociopolitiques qui se sont succédées ont eu des conséquences négatives et ont entraîné la détérioration des conditions de vie des populations malgré l'adoption et la mise en œuvre de différents

² AD543: Égalité des genres en Côte d'Ivoire : Des efforts restent encore à faire

³ 2020 Indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG)

⁴ Rapport 2019 de l'ONG Transparency International sur l'indice de perception de la corruption (IPC)

⁵ Banque mondiale : article, le secret du succès de l'électricité en Côte d'Ivoire

programmes économiques et financiers avec un taux de pauvreté qui est passé de 46,3% en 2015 (ENV2015) à 39,5% en 2018 (Banque mondiale). A cela s'ajoute la crise sanitaire COVID-19 et la crise de la Mer Noire (Russie-Ukraine) qui ont eu un impact non moins important sur les économies des pays et en particulier ceux à faibles revenus affectant directement le secteur formel et informel et les revenus des ménages. Les effets immédiats de la crise seront la volatilité des marchés, qui entravera l'accès des groupes vulnérables à une alimentation diversifiée.

8. Le programme international McGovern-Dole (MGD) d'alimentation pour l'éducation et la nutrition infantile, soutenu par le gouvernement des États-Unis (USDA), cible les zones les plus vulnérables du pays avec des taux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Le taux d'insécurité alimentaire pour ces 7 régions Mc Govern-Dole ciblées en 2018 était de 10,9%, sensiblement égal au taux national d'insécurité alimentaire qui était de 11%. Ce taux est passé à 6% en janvier 2023 (DISSA) avec des disparités prononcées entre les régions. Bafing, 12,5% et Tchologo 1,1% ; Poro 6,0%; Gontougo 8,8%; Cavally 8,3%; Bagoue 0,2%; Bounkani 5,2%⁶. Concernant le taux de malnutrition au niveau national, selon Multi Indicator Cluster Survey (MICS) 2016, environ 21,6% des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique. Ce chiffre est passé en 2021 à 23% (EDS 2021). Dans les districts des Montagnes, du Woroba et du Zanzan, zone d'intervention du programme McGovern-Dole, l'état nutritionnel des enfants concernant le retard de croissance est jugé « Très élevé » (>=30%). La prévalence nationale de la malnutrition aiguë est passée de 6% à 8% de 2016 à 2021. Dans les districts des Savanes, zone de mise en œuvre du programme McGovern-Dole, 20% des enfants présentent une insuffisance pondérale. À titre de comparaison, ce pourcentage est de 8 % dans les régions de Yamoussoukro et de la Comoé. La prévalence de l'insuffisance pondérale est environ trois fois plus élevée parmi les enfants dont la mère n'a aucun niveau d'instruction par rapport à ceux dont la mère a le niveau supérieur (16 % contre 5 %). L'anémie reste un problème de santé publique préoccupant en Côte d'Ivoire. La prévalence de l'anémie est particulièrement élevée dans le district du Denguélé où elle atteint 81 %. Dans les districts du Bas-Sassandra (75 %), des Savanes (77 %), du Woroba (78 %) et de Zanzan (76 %), au moins trois enfants sur quatre sont anémiés. (EDS 2021).
9. L'examen stratégique Faim zéro a identifié les défis suivants qui devront être relevés pour atteindre l'ODD 2 en Côte d'Ivoire, qui vise à créer un monde sans la faim d'ici 2030. L'élaboration de la stratégie agricole de Côte d'Ivoire s'inscrit dans la continuité des cadres définis aux niveaux international, régional, et national – principalement : (i) le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) adopté à Maputo en 2003, (ii) sa déclinaison au niveau de la CEDEAO à travers la Politique Régionale Agricole de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP), (iii) la déclaration de Malabo de 2014 sur la transformation de l'agriculture, (iv) les Objectifs de Développement Durable (ODD), (v) l'ECOWAP +10, qui introduit des instruments stratégiques visant à accélérer les progrès en Afrique de l'Ouest, et (vi) le Plan National de Développement (PND) 2016-2020 de Côte d'Ivoire.

Accès à la nourriture. Le manque de données ventilées par sexe et par âge rend difficile l'identification des difficultés respectives des femmes et des hommes, ou des filles et des garçons, en termes d'accès à la nourriture. Divers problèmes se posent : manque de cohérence des programmes en faveur de la sécurité alimentaire; le manque de reconnaissance du rôle des petits producteurs dans la sécurité alimentaire lors de la formulation des politiques commerciales et budgétaires; et une collecte, une analyse et une utilisation insuffisantes des données pour identifier les personnes vulnérables.

Nutrition. Il existe de nombreux secteurs - y compris l'agriculture et la protection sociale - qui pourraient contribuer à l'obtention de résultats nutritionnels grâce à des initiatives sensibles à la nutrition, mais ce potentiel reste inexploité. Cependant, plusieurs obstacles entravent les progrès: action cloisonnée des ministères travaillant sur des questions interdépendantes telles que la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et l'éducation; faible échelle des initiatives d'enrichissement des aliments; portée insuffisante des initiatives de communication visant à changer la société et les comportements sur les questions liées à la diversité alimentaire, à l'hygiène et à la sécurité alimentaire; et le manque d'attention pour les adolescentes.

Protection sociale. Les ressources investies dans la protection sociale en tenant compte de la question du genre sont insuffisantes. La couverture du programme national de repas scolaires et des programmes de filets de sécurité est limitée et les synergies entre les programmes de filets de sécurité

⁶ SAVA août 2018, DISSA janvier 2023

sont faibles. Parmi les autres obstacles figurent les défis de la mise en œuvre d'une stratégie pour étendre les filets de sécurité aux populations rurales et la nécessité de politiques de filets de sécurité plus inclusives et équitables, y compris pour les repas scolaires.

Les données tendent à montrer que les avancées sont trop lentes pour l'ODD2. Les objectifs de l'ODD 2 visent à Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. En Côte d'Ivoire, concernant l'ODD2, les progrès par rapport aux objectifs ont été plus lents que prévu initialement.

Les données récentes de routine collectées au niveau de 15 districts sanitaires, indiquent que sur 16.731 enfants malnutris aigus attendus, 9 018 ont été pris en charge, soit un taux de couverture de 54% dont 78% ont été déclarés guéris. Concernant la vitamine A, 5.506.830 enfants de 6 à 59 mois ont été supplémentés en campagne et 285.194 enfants en routine. Ce sont également 4.991.103 enfants de 12 à 59 mois qui ont été déparasités en campagne et 197.854 en routine.

L'opérationnalisation de la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information Nutritionnelle (PNMIN) est effective et a contribué à améliorer la prise en charge de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes. En effet, la proportion d'enfants souffrant de malnutrition aiguë qui reçoivent un traitement et sont guéris est de 32% à l'échelle nationale.

Le taux d'allaitement maternel exclusif s'est accru de 12,1% à 23,5% sur la même période. De même, la proportion de nourrisson mis au sein dans l'heure qui suit la naissance a augmenté de 30,8% à 36,6%.

Les objectifs de l'ODD 17 visent à améliorer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, en soutenant les plans nationaux à atteindre toutes les cibles. Les questions humanitaires et migratoires font depuis longtemps l'objet de litiges entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina Faso. Les tensions sociales et l'augmentation des interventions djihadistes au Sahel pourraient constituer de réels défis.

La création d'un environnement des affaires propice à l'attractivité de financements extérieurs en particulier des Investissements Directs Étrangers (IDE) a été au cœur de l'action publique ces dernières années. Sur la période 2015-2017, selon le Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, la part moyenne du financement extérieur dans le budget national est de 1,68% avec respectivement 0,4% en 2016 et 2,95% en 2017.

10. Dès son indépendance, la Côte d'Ivoire a fait de l'éducation une priorité en lui consacrant plus de 40% du budget et en se fixant de parvenir à un objectif d'accès de tous à l'éducation. Cependant, plusieurs facteurs ont inhibé cette envie, notamment l'épineux problème de la faim à midi auquel ont été confrontés très tôt de nombreux enfants dont l'école était située à plusieurs kilomètres du domicile familial. La réponse adéquate et complète à cet important problème nécessitait la conduite d'une politique sociale basée notamment sur les cantines scolaires. C'est pourquoi, en 1989, l'État a entrepris, avec le soutien du PAM, un vaste programme d'alimentation scolaire. Le programme d'alimentation scolaire a connu un développement encourageant qui a abouti à la création de plus de 5 500 cantines scolaires dans tout le pays en 2012-2013, fournissant un repas chaud à près d'un million d'enfants. Cela correspondait à un taux de couverture des cantines d'environ 50 %. L'inadéquation entre les ressources allouées et la demande en cantines scolaires a entraîné une baisse du niveau de service, notamment la baisse du nombre de rations et du nombre de jours de fourniture de repas chauds aux enfants. Ainsi, pour combler cette lacune, les communautés ont été invitées à participer à la gestion des cantines scolaires. Depuis 1998, ces groupements, constitués d'une très grande majorité de femmes volontaires, exercent des activités génératrices de revenus, principalement dans le secteur agricole et de l'élevage et reversent une partie de leur production à la cantine, contribuant ainsi largement à nourrir les enfants, aux côtés d'autres partenaires.
11. Le gouvernement ivoirien, à travers la Direction des Cantines Scolaires (DCS) a, avec l'assistance technique du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), élaboré en avril 2012, la stratégie nationale d'alimentation scolaire pour la période 2012-2017. Ce document définit les domaines d'intervention prioritaires en analysant de manière combinée le niveau d'insécurité alimentaire, le taux de prévalence de la malnutrition chronique, le taux de scolarisation et le taux de pauvreté dans les différentes régions du pays. Ainsi, ont été identifiées comme zones prioritaires pour les interventions de cantines scolaires, les régions suivantes : la priorité 1 (Cavally ; Guémon ; Poro ; Bagoué ; Tchologo ; Bafing), la priorité 2 (Worodougou ;

Béré) et la priorité 3 (Gontougo et Bounkani). Cette stratégie nationale a été actualisée pour la période 2018-2022. Une mise à jour supplémentaire couvrant la période 2023-2023 est en cours. Elle permettra également d'aligner la stratégie sur la politique nationale qui s'achève en 2025.

12. De septembre 2013 à décembre 2016, le PAM a mis en œuvre un projet de développement intitulé: «Appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires». Avec 571 000 bénéficiaires prévus, ce programme ciblait 29% de toutes les cantines scolaires et 15% de toutes les écoles primaires publiques de Côte d'Ivoire. Ce programme a couvert 1 634 cantines scolaires dans les 10 régions prioritaires. Aussi, en soutien au programme d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire, le PAM a mobilisé des fonds auprès de l'USDA (McGovern-Dole). Ce don soutient le programme de cantines scolaires dans sept (7) régions prioritaires (Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing et Cavally) de 2015 à 2020 pour la première phase et de 2021 à 2026 pour la deuxième phase.

13. Outre le PAM, d'autres organisations sont également impliquées dans ce vaste programme de pérennisation des cantines scolaires telles que : L'ONG Ivoire développement durable qui soutient l'autonomisation des femmes en milieu rural et l'éducation des enfants ; les fondations Orange Côte d'Ivoire et SIFCA, qui dans leur politique sociale construisent des cantines scolaires, fournissent des foyers écologiques et les mettent à disposition des communautés.

Le programme des cantines scolaires est mis en œuvre par le Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENET-FP) à travers la Direction des Cantines Scolaires (DCS) qui exécute les différentes activités de ce projet dans les différentes directions régionales de l'Education Nationale. L'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) fournit un appui technique notamment pour l'encadrement des groupements agricoles mobilisés autour des cantines scolaires.

14. Du point de vue du genre, malgré l'adoption du plan stratégique d'accélération de l'éducation des filles (PSAEF) en Côte d'Ivoire, des défis demeurent. L'écart entre les femmes et les hommes analphabètes demeure. Les filles continuent à être moins scolarisées que les garçons, et cet écart se creuse au fil de leur parcours scolaire. 52,7% des filles et 64,8% des garçons terminent le premier cycle du secondaire en Côte d'Ivoire en 2021⁷. La discrimination à l'égard des filles est en partie liée aux décisions familiales de donner la préférence à l'éducation des garçons en cas de contraintes financières. La discrimination est également profondément ancrée dans des modèles de comportement tels que les mariages et les grossesses précoces

15. Brève description des activités du programme McGovern-Dole (phase 2) :

- Fourniture des repas scolaires – repas chauds journaliers (composé de riz, légumineuses, huile et sel) sont fournis à 125 000 élèves de 613 écoles primaires dans sept directions départementales ciblées.
- Formation des gestionnaires des cantines - une formation est dispensée chaque année pour améliorer la gestion et la capacité administrative dans les domaines de la préparation des aliments, de la nutrition et des rapports.
- Formation des membres du comité de gestion de l'école, des comités de suivi des cantines (CSCS) - formation à la mobilisation communautaire, à l'entretien et la gestion des infrastructures scolaires, à la gestion des cantines et d'autres problèmes pertinents affectant la communauté.
- Fourniture d'équipements et d'outils de préparation et de stockage des aliments -des équipements améliorés de préparation et de stockage (kits de cuisine, foyers améliorés) sont distribués dans les écoles à cantine soutenues par le financement McGovern-Dole.
- Développement des capacités locales pour fournir des vivres à l'école – les groupements de production établis autour des écoles à cantine sont renforcés à travers l'amélioration de leur connaissance agricole, l'accès aux marchés structurés.
- Distribution de déparasitant - les comprimés vermifuges sont distribués deux fois par an à tous les élèves.

⁷ Banque mondiale, données de 2021 <https://genderdata.worldbank.org/countries/cote-d-ivoire/>

- Appui à la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire – une assistance technique, un soutien financier et une formation sont fournis au Gouvernement pour l'élaboration de la politique nationale de l'alimentation scolaire, le renforcement de ses capacités dans le suivi, la logistique et la gestion des vivres.
- Développement d'outils d'amélioration de la lecture – ces outils sont fournis aux parties prenantes (enseignants, membres de la communauté, directeurs d'écoles, Ministère) comme guide d'instruction de lecture de qualité.
- Fourniture de matériels de lecture supplémentaires.
- Amélioration des matériels existant de lecture du Gouvernement – amélioration dans la distribution et l'utilisation des matériels de lecture du gouvernement
- Animation d'ateliers d'instructions de lecture – amélioration de l'enseignement de la lecture dans les classes de CP1 et CP2 à travers les quatre initiatives de développement professionnel.
- Renforcement de la capacité du gouvernement et de la communauté pour améliorer les enseignements de lecture - en plus de la mise en œuvre des interventions liées à la lecture, des cercles de promotion de la lecture et symposium de lecture précoce sont organisés.
- Réhabilitation ou création de 150 structures hydrauliques.
- Mise en place de dispositifs de lavage des mains dans les écoles.
- Accès à un système de latrines modernes pour 100 écoles soutenues par l'USDA
- Formation et sensibilisation à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.
- Renforcement du cadre institutionnel du programme
- Génération d'évidence relative à l'analyse coût-bénéfice du programme actuel de cantines scolaires en lien avec le modèle d'alimentation scolaire plus rentable et plus abordable (Analyse Coût-Bénéfice).

2. Raisons de l'évaluation

2.1. RATIONNEL

16. L'évaluation à mi-parcours s'inscrit dans le plan d'évaluation du projet MGD qui prévoit d'organiser trois types d'évaluation durant la vie du projet : (i) une évaluation de référence⁸ avant le démarrage du programme afin d'établir des valeurs de référence des indicateurs du programme, (ii) une évaluation à mi-parcours et (iii) une évaluation finale afin d'apprécier respectivement la performance du programme à mi-parcours et à la fin du programme. En outre, les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours informent sur les ajustements requis pendant le reste de la durée de vie du projet.
17. Ainsi, à l'issue de deux ans de mise en œuvre de la seconde phase du programme McGovern-Dole, l'organisation d'une évaluation à mi-parcours se justifie pleinement. Par conséquent, ces TDR destinés à cette évaluation à mi-parcours doivent tenir compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre et des premiers signes des effets du projet McGovern-Dole sur les bénéficiaires comparés aux résultats obtenus lors de l'évaluation de référence réalisée en novembre 2021.
18. Sur la base des TDR, une équipe d'évaluateurs externes sera sélectionnée pour conduire l'évaluation à mi-parcours de manière indépendante tout en respectant le chronogramme établi (voir annexe 2).
19. Le but de cette évaluation à mi-parcours est d'examiner de manière critique et objective et de faire le point sur l'expérience de mise en œuvre du programme dans le contexte de mise en œuvre de la Côte d'Ivoire. Il s'agit d'évaluer si les bénéficiaires ciblés reçoivent les services comme prévu, évaluer si le projet est en voie d'atteindre les buts et objectifs fixés, examiner les cadres de résultats et les hypothèses, documenter les leçons apprises et discuter des modifications nécessaires ou des corrections de mi-parcours nécessaires pour atteindre efficacement et de manière efficiente les buts et objectifs énoncés tout en mettant en évidence les questions liées au genre à travers une approche transversale. En plus cette évaluation doit nous éclairer sur la capacité du gouvernement à reprendre pleinement en main les 613 écoles à travers un financement durable d'une part et à finaliser l'élaboration de la loi sur l'alimentation scolaire pendant la durée restante du projet d'autre part et formuler les recommandations en la matière. L'évaluation finale McGovern-Dole a indiqué que la tendance à l'augmentation de la scolarisation des filles était due à une augmentation de la scolarisation des filles et à une diminution de la scolarisation des garçons, ce qui peut s'expliquer par la fourniture de rations à emporter pour les filles uniquement. Nous attendons de cette évaluation qu'elle explore ce constat quoique la ration à emporter n'existe plus.

2.2. OBJECTIFS

20. Les évaluations du PAM servent deux objectifs, qui se renforcent mutuellement : la responsabilisation et l'apprentissage.
 - **Responsabilisation** - L'évaluation à mi-parcours permettra de rendre compte aux autorités nationales de Côte d'Ivoire, aux donateurs, aux partenaires et les parties prenantes externes comprenant les bénéficiaires de la performance et des résultats du programme d'alimentation scolaire soutenu par le financement McGovern-Dole. L'évaluation à mi-parcours sera essentielle à des fins de responsabilisation dans le cadre de la phase actuelle. L'évaluation des réalisations du programme devrait inclure les points de vue des différents groupes de bénéficiaires lors de la collecte des données.
 - **Apprentissage** - L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats se sont produits ou non, pour en tirer des leçons et identifier de bonnes pratiques et des indicateurs pour l'apprentissage. Elle fournira des résultats fondés sur des données probantes pour éclairer les décisions opérationnelles et stratégiques. Les résultats seront largement diffusés et les leçons

⁸ Référence établie en mars 2022

seront intégrées au système de leçons pertinentes . Selon le programme d'apprentissage McGovern-Dole, un effort collectif pour générer des connaissances sur l'impact des programmes d'alimentation scolaire améliorera leur conception et leur opérationnalisation et aboutira à des résultats significatifs sur l'amélioration de l'éducation, de la nutrition et de la durabilité de ces programmes. Par conséquent, tout en étant toujours sensible à l'objectif de responsabilité, cette évaluation accordera une attention particulière aux besoins d'apprentissage et de production de preuves. Spécifiquement, l'évaluation à mi-parcours évaluera les résultats obtenus dans le cadre du programme actuel et fera le point sur le niveau de mise en œuvre des recommandations formulées lors de l'évaluation finale.- Elle nous informera aussi sur la pérennisation du programme en lien avec la loi sur l'alimentation scolaire et la capacité du gouvernement à assurer le plein fonctionnement des 613 écoles.

2.3. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

21. L'évaluation sollicitera l'avis d'un large éventail de parties prenantes internes et externes du PAM et lui sera utile. Un certain nombre d'intervenants seront invités à jouer un rôle dans le processus d'évaluation à la lumière de leur intérêt attendu pour les résultats de l'évaluation et de leur pouvoir relatif d'influencer les résultats du programme évalué. Le tableau 1 fournit une analyse préliminaire des parties prenantes, qui devrait être approfondie par l'équipe d'évaluation dans le cadre de la phase de démarrage.
22. La responsabilité envers les populations affectées est liée aux engagements du PAM d'inclure les bénéficiaires en tant que parties prenantes clés dans le travail du PAM. Le PAM s'engage à garantir l'égalité des sexes, l'équité et l'inclusion dans le processus d'évaluation, avec la participation et la consultation dans l'évaluation des femmes, des hommes, des garçons et des filles de différents groupes (y compris les personnes handicapées, les personnes âgées et les personnes présentant d'autres diversités telles qu'ethniques et linguistiques).
23. Un certain nombre de parties prenantes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PAM, sont intéressées par les résultats de l'évaluation et certaines d'entre elles devront jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Ils contribueront tout au long de ce processus. Il est également prévu qu'un tableau récapitulatif soit produit par l'équipe d'évaluateurs et mette en évidence les problèmes identifiés et les principales recommandations d'un groupe similaire de parties prenantes.

Table 1 : Analyse préliminaire des parties prenantes

Parties prenantes	Intérêt et implication dans l'évaluation
Acteurs internes (PAM)	
<p>Bureau de pays (BP) du PAM en Côte d'Ivoire</p>	<p>Informateur clé et partie prenante principale- Responsable de la planification et de la mise en œuvre des interventions du PAM au niveau du pays. Le bureau de pays a intérêt à tirer les leçons de l'expérience pour éclairer la prise de décision. Elle est également appelée à rendre compte en interne ainsi qu'à l'égard de ses bénéficiaires et partenaires de la performance et des résultats de ses programmes. Le bureau de pays participera à l'utilisation des résultats de l'évaluation pour la mise en œuvre du programme et/ou à la décision sur le prochain programme et les partenariats. Cette évaluation permettra au PAM et à ses partenaires de mieux comprendre les domaines d'investissement dans les repas scolaires axés sur les achats locaux. Cela pourrait éclairer les politiques et stratégies nationales de l'alimentation scolaire.</p>
<p>Bureaux de terrain du PAM à Korhogo et Man</p>	<p>Informateur clé et partie prenante principale- Les bureaux de terrain du PAM à Korhogo et Man sont responsables de la mise en œuvre quotidienne du programme. Les bureaux de terrain assurent la liaison avec les parties prenantes aux niveaux décentralisés et sont en contact direct avec les bénéficiaires. Ils contribueront à la collecte directe de données et seront affectés par les changements de mise en œuvre provoqués par les résultats de l'évaluation</p>
<p>Bureau Régional (RB) de Dakar</p>	<p>Informateur clé et partie prenante principale- RBD est responsable à la fois de la supervision des bureaux de pays ainsi que des conseils et du soutien techniques. La direction du bureau régional a intérêt dans un compte rendu indépendant/impartial de la performance opérationnelle ainsi qu'à tirer les leçons des conclusions de l'évaluation pour appliquer cet apprentissage à d'autres bureaux de pays. Le bureau régional devrait utiliser les résultats de l'évaluation pour fournir des orientations stratégiques, un soutien au programme et une supervision. Les responsables régionaux de l'évaluation soutiennent la direction du bureau de pays/du bureau régional pour garantir des évaluations décentralisées de qualité, crédibles et utiles.</p>
<p>Divisions du siège du PAM</p>	<p>Informateur clé et partie prenante principale- Les divisions du siège du PAM sont chargées de publier et de superviser le déploiement d'orientations normatives sur les thèmes, activités et modalités des programmes institutionnels, ainsi que des politiques et stratégies institutionnelles globales. Ils s'intéressent également aux enseignements qui ressortent des évaluations, car nombre d'entre eux peuvent avoir une pertinence au-delà de la zone géographique ciblée. Les unités concernées du siège doivent être consultées dès la phase de planification pour garantir que les principales considérations politiques, stratégiques et programmatiques sont comprises dès le début de l'évaluation. Ils peuvent utiliser l'évaluation pour un apprentissage et une responsabilisation organisationnels plus larges.</p>
<p>Bureau d'évaluation du PAM (OEV)</p>	<p>Partie prenante principale- Le Bureau de l'évaluation a intérêt à garantir que les évaluations décentralisées fournissent des évaluations de qualité, crédibles et utiles, respectant les dispositions en matière d'impartialité ainsi que les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes de l'évaluation décentralisée, tels qu'identifiés dans la politique d'évaluation. Il peut utiliser les résultats de l'évaluation, le cas échéant, pour alimenter des évaluations centralisées, des synthèses d'évaluation ou d'autres produits d'apprentissage.</p>

Conseil d'administration du PAM	Partie prenante principale- Le Conseil d'administration assure le contrôle final des programmes du PAM et donne des orientations aux programmes. L'organe de direction du PAM a intérêt à être informé de l'efficacité des programmes du PAM. Cette évaluation ne sera pas présentée au Conseil d'administration, mais ses conclusions pourront alimenter des synthèses thématiques et/ou régionales et des processus d'apprentissage institutionnel.
Parties prenantes externes	
Les bénéficiaires	Informateurs clés et principales parties prenantes- (élèves, directeurs, enseignants, responsables de cantine, parents, groupement d'agricultrices, comités de gestion des écoles) - En tant que bénéficiaires ultimes de l'aide alimentaire, les bénéficiaires ont intérêt à ce que le PAM détermine si son aide est appropriée et efficace. Ainsi, le niveau de participation à l'évaluation des femmes, des hommes, des garçons et des filles des différents groupes sera déterminé et leurs points de vue respectifs seront recherchés.
Gouvernement (Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation)	Informateurs clés et principales parties prenantes- Le Gouvernement a un intérêt direct à savoir si les activités du PAM dans le pays sont alignées sur ses priorités, harmonisées avec l'action des autres partenaires et répondent aux résultats escomptés. Les questions liées au développement des capacités, au transfert de responsabilités et à la durabilité revêtiront un intérêt particulier. Les résultats de l'évaluation permettront aux élèves, aux enseignants et aux parents, ainsi qu'à la communauté éducative au sens large, d'être informés des résultats d'apprentissage obtenus à un moment précis, afin de mettre en évidence les réussites, de planifier les interventions et de continuer à favoriser le succès. La Direction de l'Animation, de la Promotion et de Suivi des COGES (DAPS COGES) utilisera également les résultats pour renforcer son approche communautaire de mobilisation et de sensibilisation aux cantines scolaires.
Gouvernement (Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation - Direction des Cantines Scolaires (DCS))	Informateurs clés et principales parties prenantes- La DCS est l'institution gouvernementale chargée de mettre en œuvre le programme de cantine scolaire. La DCS a intérêt à savoir si le programme d'alimentation scolaire soutenu par le MGD est aligné avec ses priorités, harmonisé avec celui qu'il met en œuvre et répond aux résultats attendus dans le cadre de la politique et stratégie nationale de l'éducation.
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Informateurs clés et principales parties prenantes- Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MEMINADER) a accepté de confier la mise en œuvre du programme au PAM Côte d'Ivoire. A travers l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), le MEMINADER apporte également une assistance technique aux groupements agricoles mobilisés autour des cantines scolaires. Les résultats de l'évaluation permettront au MINADER d'apprécier les résultats obtenus.
Équipe de pays des Nations Unies (UNCT)	Acteur secondaire- L'action harmonisée de l'UNCT devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Il a donc intérêt à garantir que les programmes du PAM contribuent efficacement aux efforts concertés des Nations Unies. Diverses agences sont également des partenaires directs du PAM au niveau des politiques et des activités.
Organisations non gouvernementales (ONG)	Informateurs clés et principales parties prenantes (Wopile SANGA, BFCD, RET-PACI)- Les ONG sont partenaires du PAM pour la mise en œuvre de certaines activités tout en ayant leurs propres interventions. Les résultats de l'évaluation pourraient affecter les futures modalités de mise en œuvre, les orientations

	<p>stratégiques et les partenariats. Ils participeront à l'utilisation des résultats de l'évaluation pour la mise en œuvre du programme.</p> <p>AVSI (Association des Volontaires pour le Service International) est le partenaire du PAM pour la mise en œuvre du volet apprentissage de la lecture de ce projet. Les résultats de l'évaluation seront essentiels pour éclairer les modalités de mise en œuvre, les orientations stratégiques. Ils informeront les enseignants sur les résultats d'apprentissage et aideront à planifier et à diriger l'enseignement tout en fournissant des commentaires utiles aux élèves.</p>
<p>USDA</p>	<p>Acteur secondaire –L'USDA est le principal donateur du programme McGovern Dole, par conséquent, il doit être tenu informé tout au long de chaque étape de l'évaluation et consulté pour les commentaires et l'approbation des produits d'évaluation conformément aux normes prévues dans le programme.</p> <p>L'USDA peut également servir d'informateur clé et sera impliqué dans l'utilisation des résultats de l'évaluation pour le programme pendant l'évaluation.</p>

3. Objet de l'évaluation

3.1. OBJET DE L'EVALUATION

24. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) utilise, sur une période d'environ cinq exercices fiscaux (2021-2026), des vivres et des fonds fournis par le programme McGovern-Dole "Alimentation pour l'Education et la nutrition Infantile" du Service agricole extérieur (SAE) de l'USDA qui s'étend de 2021 à 2026, pour mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire axé sur les objectifs suivants :
- Augmenter la scolarisation des élèves et atténuer la faim à midi grâce à la fourniture de repas scolaires ;
 - Améliorer la santé et la nutrition des élèves en soutenant les politiques et programmes nationaux de santé et de nutrition, la mobilisation et la sensibilisation des communautés, ainsi qu'en améliorant les pratiques d'assainissement et l'accès à l'eau potable ;
 - Améliorer l'alphabétisation des enfants d'âge scolaire et la qualité de l'éducation grâce à un meilleur accès au matériel et au renforcement des capacités des administrateurs scolaires et des enseignants ;
 - Augmenter la capacité des groupes de petits exploitants agricoles à créer des liens avec la chaîne d'approvisionnement et à promouvoir la contribution communautaire au programme de repas scolaires pour un transfert durable au gouvernement ;
 - Renforcer le cadre institutionnel du programme de cantine scolaire ;
 - Dans cette deuxième phase du programme, un accent particulier est mis sur le transfert progressif du programme au gouvernement à travers des activités de renforcement des capacités.
25. Dans le cadre de l'appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires en Côte d'Ivoire, le PAM a soumis deux demandes de financement au Département de l'Agriculture des États-Unis. La première demande soumise en 2015 a été approuvée la même année pour un montant de 35.678.500 \$ US. Ce financement a permis de soutenir le programme de cantine scolaire sur la période de septembre 2015 à juillet 2022 dans sept (7) régions prioritaires (Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing et Cavally (Annexe 1). Ce financement a couvert un total de 613 écoles primaires rurales, pour un total de 125 000 élèves qui ont bénéficié de repas scolaires. Par ailleurs, 50 000 filles des classes de cours moyen (CM) 1 et 2 de trois régions (Poro, Bagoué et Tchologo) ont reçu des rations sèches à emporter (soit 10 000 filles de plus par an). La deuxième demande de financement déposée et approuvée en 2020 aboutit à la deuxième phase du programme qui est prévue entre 2021 et 2026 dans les mêmes régions prioritaires mentionnées ci-dessus (Annexe 1) avec un objectif de 125 000 élèves au total répartis dans 613 écoles primaires. Ce deuxième accord de financement s'élève à 25 millions de dollars américains.
26. Le projet prévoit de fournir des repas chauds aux élèves dont la ration est composée de riz (150g/repas/élève), de haricots (30g/repas/élève) et d'huile (10g/repas/élève). Cette phase du programme cible 125 000 élèves pour la distribution de repas chauds sur toute la durée du projet avec un total initial de 120 jours d'école pour la première année avec une réduction progressive de 25 jours d'école les autres années.
- Le volet santé du programme consiste à offrir deux séances de distribution de vermifuges par an à 125 000 élèves des écoles ciblées. Les gestionnaires de cantines et les communautés autour des écoles bénéficient de formations de renforcement des capacités pour une utilisation accrue des bonnes pratiques de gestion de l'assainissement et de stockage des aliments. Il est prévu de former un total de 900 participants sur la durée du programme.
27. Afin de pérenniser les cantines scolaires, les groupements de femmes agricoles se mobilisent autour des cantines. Le programme apporte un appui à la fois technique et financier à ces groupes pour renforcer leur capacité de production et ainsi améliorer leur contribution à l'approvisionnement des cantines scolaires. La première phase du programme prévoyait de venir en aide à 50 groupes par an, soit 250 groupes sur la durée du programme. Sur cette planification initiale, 53 groupes ont en effet été

accompagnés grâce à des financements extérieurs au programme. Cette phase du programme (FY20) prévoit d'aider 50 groupes. Grâce à ces groupes de femmes, le programme se veut sensible au genre.

28. Outre le volet alimentation scolaire, le financement McGovern-Dole soutient un volet visant à améliorer les compétences en lecture des élèves. À cette fin, l'ONG internationale AVSI a été sélectionnée pour améliorer les compétences en lecture des élèves. En collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, des outils pour améliorer les compétences en lecture ont été conçus et les enseignants ont été formés à l'utilisation de ces nouveaux outils. AVSI vise à améliorer les compétences en lecture de 136 000 étudiants au cours de cette deuxième phase.

29. Les autres caractéristiques du projet sont mentionnées dans le tableau 2

Table 2 : Caractéristiques clés de l'opération

OPERATION	
Approbation	Le programme des cantines scolaires appuyé par le financement MGD2 a été approuvé par USDA en 2020 (25 millions \$)
Durée	2021 à 2026
Bénéficiaires planifiés	<u>Plan :</u> Rationnaires : 125 000 Formation des COGES/CSCS : 613 comités Appui agricole et alphabétisation : 50 groupements
Besoins alimentaires planifiés	<u>Plan :</u> 8 300 mt
Ressources budgétaires planifiées	<u>Plan :</u> US\$ 25 000 000
PARTENAIRES	
Gouvernement	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation <ul style="list-style-type: none"> - Direction des Cantines Scolaires - Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue - Direction d'Animation de Promotion et de Suivi des COGES - Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques - Direction de la vie scolaire
ONG	AVSI

30. La deuxième phase du programme a subi un amendement principalement orienté vers la transition au gouvernement et l'intégration du genre. En effet, en 2017, le PAM Côte d'Ivoire a commandé une étude sur l'impact du programme d'aide alimentaire sur les rôles de genre dans le but d'affiner ses capacités d'intervention dans la gestion des questions d'égalité, de genre et d'autonomisation des femmes et mieux adopter la transformation du genre. Cette étude a permis au bureau pays du PAM en Côte d'Ivoire : (i) d'évaluer dans quelle mesure les dimensions genre sont prises en compte lors des phases clés du programme : conception, planification, mise en œuvre, suivi, évaluation et communication (ii)

d'explorer les perceptions des femmes, des hommes, filles et garçons concernant les interventions des programmes d'aide alimentaire. L'évaluation évaluera comment cette analyse de l'égalité de sexe et de l'autonomisation des femmes GEWE a éclairé le programme et dans quelle mesure elle a été intégrée dans la conception.

31. Les recommandations de l'évaluation finale⁹ de la première phase peuvent être résumées en quatre points clés:
- Suivre et rendre compte du nombre de jours de cantine et de repas dans toutes les écoles soutenues par le PAM et celles soutenues par les contributions communautaires en utilisant les informations collectées à partir de la documentation de gestion de la cantine.
 - Travailler avec les Groupements de Femmes Agricoles (GAF) pour surveiller de plus près le rendement de leurs cultures, leur production et leur marge bénéficiaire.
 - Tenir compte des besoins et des capacités individuels des GAF et fournir un soutien adapté à ces besoins spécifiques.
 - Envisager des synergies potentielles avec des programmes tels que PAPSE, qui poursuivent des objectifs similaires que certains domaines d'intervention de McGovern-Dole.

3.2. PORTEE DE L'EVALUATION

32. L'évaluation couvrira le programme de repas scolaires soutenu par la subvention McGovern-Dole, y compris toutes les activités et processus liés à sa formulation, sa mise en œuvre, son financement, son suivi, son évaluation et ses rapports, afin de répondre aux questions d'évaluation. L'évaluation garantira que les dimensions de genre et d'équité/inclusion sont intégrées dans la portée de l'analyse de l'évaluation. Cela nécessitera un certain degré de désagrégation dans la manière dont les données seront collectées et analysées. La période couverte par cette évaluation à mi-parcours couvre la période allant du début de l'opérationnalisation du programme jusqu'au début de l'évaluation (septembre 2021 à avril 2024).
33. L'évaluation couvrira les sept (7) régions où le projet est mis en œuvre. Il s'agit de Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo, Bafing et Cavally (annexe 1).

⁹ Février 2022

4. Approche d'évaluation, méthodologie et considérations éthiques

4.1. QUESTIONS ET CRITERES D'EVALUATION

34. L'évaluation appliquera les critères d'évaluation internationaux suivants : Pertinence, Efficacité, Efficience, durabilité et Impact. L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes seront traitées à travers ces cinq critères, avec des questions d'évaluation spécifiques qui sont appropriées.
35. En ce qui concerne les critères, l'évaluation abordera les questions clés suivantes qui seront développées par l'équipe d'évaluation dans le rapport initial. Collectivement, les questions visent à mettre en évidence les principaux enseignements et résultats du programme qui pourraient éclairer les futures décisions stratégiques et opérationnelles. Les questions d'évaluation seront liées aux critères d'évaluation de l'OCDE/CAD comme décrit dans le tableau 3. L'équipe d'évaluation devra approfondir ces questions d'évaluation au cours de la phase de démarrage.

Tableau 3 : Questions d'évaluation

Critères	Questions d'évaluation
	Questions d'évaluation à mi-parcours
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> Dans quelle mesure la conception des interventions était-elle cohérente avec les besoins et les priorités du gouvernement, de la population cible, y compris les groupes vulnérables – femmes, filles, garçons et hommes ? L'intervention était-elle alignée sur les politiques et les priorités du PAM, des partenaires et des agences des Nations Unies ? L'intervention était-elle conforme aux politiques et aux priorités du programme "McGovern-Dole 'Alimentation pour l'Education et la nutrition Infantile" de l'USDA ? Dans quelle mesure la conception et les objectifs du programme ont-ils pris en compte le contexte et l'équité sociaux, économiques, culturels, politiques et environnementaux ? Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle pu s'adapter tout au long du programme à de nouveaux besoins ou à des circonstances changeantes ? Dans quelle mesure la mise en œuvre de l'intervention a-t-elle pris en compte le genre ? Quelles ont été les synergies entre l'intervention et les autres interventions du PAM en Côte d'Ivoire? Quelles ont été les synergies entre l'intervention et d'autres interventions financées par le gouvernement américain en Côte d'Ivoire ?
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> Dans quelle mesure les produits et les résultats ont-ils été atteints (sont-ils susceptibles de l'être) pour les hommes, femmes, garçons et filles ? Quels sont les facteurs qui ont ou non influencé ce résultat ? L'obtention de résultats conduit/est-elle susceptible de conduire à l'atteinte des objectifs de l'intervention ? Quels sont les principaux facteurs qui ont influencé cela ? Dans quelle mesure les recommandations formulées lors de l'évaluation finale du Mc Govern-Dole 1 ont-elles été mises en œuvre et quels en ont été les résultats et effets, les facteurs contraignants ou favorables ? Dans quelle mesure les activités sensibles au genre ont-elles été efficaces ?
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> Dans quelle mesure les activités étaient-elles « rentables (coût/efficacité) » ? L'intervention a-t-elle été mise en œuvre en temps opportun ? L'intervention a-t-elle été mise en œuvre de la manière la plus efficace par rapport aux alternatives ? Quels facteurs externes et internes influencent l'efficience ?

Impact	<ul style="list-style-type: none"> • Quels ont été les effets de l'opération sur les bénéficiaires ciblés (filles, garçons, hommes et femmes, les ménages, les communautés et les institutions) en termes de : (a) amélioration des indicateurs éducatifs ; (b) amélioration de la compétence de lecture des élèves ; c) renforcement des capacités des groupements d) renforcement des capacités institutionnelles. Quelles sont les raisons des effets observés ? • Y a-t-il des effets inattendus (négatifs et/ou positifs) sur les bénéficiaires ? Quels sont les principaux facteurs d'impact positif ? • Quels ont été les impacts en termes de genre, en particulier en ce qui concerne l'éducation des filles ? • Dans quelle mesure les comités de suivi des cantines scolaires ont-ils renforcé le soutien aux cantines ?
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure le transfert du programme a-t-il effectivement débuté et quels sont les facteurs qui limitent le processus de transfert ? • Dans quelle mesure les avantages de l'intervention perdureront-ils après la fin des activités du programme McGovern-Dole ? • Quels sont les facteurs clés qui affectent la durabilité du programme (année fiscale 20) ? Ces facteurs ont-ils évolué depuis le début du programme (exercice 20 et exercice 15) ? • Dans quelle mesure les groupes d'agricultrices contribuent-ils à l'approvisionnement des cantines ? Est-il évident que leur contribution se poursuivra après la fin du programme McGovern-Dole ? Dans quelle mesure ce modèle (basé sur les dons des agricultrices) est-il durable et quelle serait la contrepartie des contributions volontaires ? • Dans quelle mesure les comités de suivi des cantines scolaires ont-ils contribué à soutenir les cantines et les agricultrices, et pourraient-ils renforcer, améliorer et maintenir leur soutien à long terme ? • L'intervention a-t-elle modifié les relations entre les hommes et les femmes à moyen et à long terme ? • Dans quelle mesure les résultats du programme en termes de genre, d'équité et d'autonomisation seront-ils maintenus après le programme ?

4.2. APPROCHE ET METHODOLOGIE D'EVALUATION

41. L'évaluation à mi-parcours sera conçue sur la base de la méthodologie utilisée lors de l'évaluation de référence afin de garantir la cohérence de l'approche et de minimiser l'introduction de nouveaux biais. Il s'agit d'une évaluation de performance dont les données sont collectées uniquement auprès des participants au projet, de sorte que la conception mesurera les changements dans les indicateurs par rapport à la base de référence afin d'évaluer les progrès du programme dans la réalisation de ses objectifs cibles et de mesurer les impacts causaux du programme après deux ans de mise en œuvre.
42. La méthodologie sera conçue par l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage. Cela devrait:
 - Utiliser les critères d'évaluation pertinents ci-dessus ;
 - Appliquer une matrice d'évaluation axée sur le traitement des questions clés d'évaluation en tenant compte des défis en matière de disponibilité des données, des contraintes budgétaires et de calendrier ;
 - Veiller, grâce à l'utilisation de méthodes mixtes, à ce que les femmes, les filles, les hommes et les garçons des différents groupes de parties prenantes participent et que leurs différentes voix soient entendues et utilisées.
43. La méthodologie choisie doit démontrer une attention portée à l'impartialité et à la réduction des biais en s'appuyant sur des méthodes mixtes (quantitatives, qualitatives, participatives, etc.) et sur différentes sources de données primaires et secondaires qui sont systématiquement triangulées

(documents provenant de différentes sources ; un éventail de groupes de parties prenantes, notamment bénéficiaires ; observation directe dans différents lieux ; entre évaluateurs ; entre méthodes, etc.). Il prendra en compte tous les défis liés à la disponibilité, à la validité ou à la fiabilité des données, ainsi que toutes les contraintes budgétaires et temporelles. Les questions d'évaluation, les pistes d'enquête, les indicateurs, les sources de données et les méthodes de collecte de données seront rassemblés dans une matrice d'évaluation, qui constituera la base de l'approche d'échantillonnage et des instruments de collecte et d'analyse des données (revue documentaire, guides d'entretien et d'observation, questionnaires, etc)

44. La méthodologie doit être sensible en termes de GEWE, d'équité et d'inclusion, en indiquant comment les points de vue et les voix de divers groupes (hommes et femmes, garçons, filles, personnes âgées, personnes handicapées et autres groupes marginalisés) seront recherchés et pris en compte. La méthodologie doit garantir que les données primaires collectées sont ventilées par sexe et par âge ; une explication doit être fournie si cela n'est pas possible. Il doit préciser dans quelle mesure la méthodologie d'évaluation, la base d'échantillonnage et l'analyse des données seront sensibles au genre et prendront pleinement en compte la diversité des parties prenantes affectées par l'intervention, en particulier les plus vulnérables.
45. Il est trop tard de rechercher une prise en compte explicite du genre et de l'équité/inclusion dans les données après le travail sur le terrain ; l'équipe d'évaluation doit disposer d'un plan clair et détaillé pour collecter des données auprès des femmes et des hommes en tenant compte du genre et de l'équité avant le début du travail sur le terrain.
46. Les constatations, conclusions et recommandations de l'évaluation doivent refléter une analyse de genre et d'équité. Les résultats doivent inclure une discussion sur les effets attendus et imprévus de l'intervention sur les dimensions d'égalité et d'équité entre les sexes. Le rapport doit fournir des enseignements/défis/recommandations pour mener à l'avenir des évaluations sensibles au genre et à l'équité.
47. Les mécanismes suivants d'indépendance et d'impartialité seront utilisés, tels que le recours à un comité d'évaluation et à un groupe de référence d'évaluation, en ce qui concerne la collecte de données et la méthodologie.
48. Les risques potentiels suivants pour la méthodologie ont été identifiés lors de l'évaluation de base et dans les stratégies de mitigation/atténuation proposées. L'équipe d'évaluation identifiera les mesures d'atténuation pour l'approche proposée.

Tableau 4 : Défis potentiels et mesures de mitigation proposées

Challenges	Solutions
Données inexactes ou manquantes dans les données de base	Réviser les outils quantitatifs pour capturer plus exactement/précisément les indicateurs MGD requis et inclure une composante qualitative pour contextualiser les résultats.
Manque de données sur les besoins des bénéficiaires dans les données de base	Recueillir des données qualitatives sur la façon dont les bénéficiaires perçoivent leurs besoins comme étant satisfaits
Absence d'enquête auprès des enseignants dans les données de base	Rapporter les résultats de manière descriptive à mi-parcours sans comparer les changements au fil du temps, et réadministrer l'enquête à la fin pour voir les différences par rapport à mi-parcours.
Évaluation de la lecture sur un sous-échantillon d'écoles	Suivre le même sous-échantillon au fil du temps et inclure des écoles supplémentaires pour l'évaluation en lecture.
Absence de noms d'élèves venus des écoles sans évaluation de la lecture	Sélectionner un nouvel échantillon aléatoire d'élèves de ces écoles et de leurs ménages

Retard dans la collecte des données jusqu'à la rentrée scolaire 2017/18	Nous utiliserons les informations sur les compétences en lecture au début de l'année scolaire comme indicateur des compétences en lecture à la fin de l'année scolaire précédente.
---	--

55. L'équipe d'évaluation devra développer la méthodologie présentée dans les TdR et développer une matrice d'évaluation détaillée dans le rapport initial.
56. L'évaluation à mi-parcours doit inclure une stratégie d'échantillonnage complète et rigoureuse pour la collecte de données quantitatives, et la stratégie d'échantillonnage doit s'appuyer sur une méthode d'échantillonnage aléatoire. Le PAM utilisera 10% comme estimateur de la prévalence de la sécurité alimentaire, en tenant compte des résultats de l'enquête de base ce qui permettra de réviser la taille de l'échantillon. Pour déterminer la taille de l'échantillon pour l'évaluation à mi-parcours, l'équipe d'évaluation devra prendre en compte le seuil d'insécurité alimentaire fourni par la dernière enquête nationale. Le SAVA (surveillance de la saison agricole et enquête sur la vulnérabilité alimentaire) de 2018 indique un taux d'insécurité alimentaire de 10% pour les sept régions d'intervention.

RÉGIONS	Enquête (SAVA 2018)
PORO	14,7%
GONTOUGO	9,1%
CAVALLY	9%
TCHOLOGO	4,2%
BAFING	15,7%
BAGOUE	13,8%
BOUNKANI	12,6%
Ensemble	10 %

La prévalence de l'insécurité alimentaire dans les 7 régions d'intervention est estimée à 10% en 2018 (SAVA). Pour assurer la diversité des sources d'information et leur triangulation, la méthodologie d'échantillonnage doit prendre en compte les différents groupes de filles et de femmes (enseignants, cantines, cuisiniers, producteurs, gérants, etc.) et le seuil d'insécurité alimentaire fourni par la dernière enquête nationale du SAVA.

57. De plus, la méthodologie devrait :
- Impliquer la collecte de données quantitatives sur les indicateurs de programme convenus (et tous les indicateurs pertinents) pour évaluer les progrès réalisés à ce jour et répondre aux questions d'évaluation.
 - Impliquer la collecte de données qualitatives par le biais de groupes de discussion et d'entretiens avec des informateurs clés. Les participants aux entretiens devraient au moins inclure le ministère de l'Éducation, les comités de suivi des cantines scolaires (CSCS) et les groupes mobilisés autour des cantines.
58. L'équipe d'évaluation sera chargée de formuler un rapport initial en français et en anglais comprenant la conception de l'enquête, l'échantillonnage et la méthodologie finale appropriés en consultation avec le comité technique.
59. Des données supplémentaires sur les infrastructures de base (point d'eau, latrines) seront collectées dans chaque école et communauté ciblée pour identifier les progrès de la planification et établir les priorités de programmation du programme.
60. Pour le volet lecture, l'évaluation se fera selon la méthode ASER (Annual Status of Education Report). Cette évaluation vise à identifier l'impact causal du programme à l'aide d'une conception non expérimentale de cinq ans. La façon dont le programme affecte les compétences en lecture des élèves

est estimée en appliquant une méthode des doubles différences (DID). Les changements dans les scores en lecture sont ensuite comparés au fil du temps entre le groupe de traitement et le groupe de comparaison, en utilisant la deuxième année pour l'enquête de base, la quatrième année pour l'enquête intermédiaire et la sixième année pour l'enquête finale.

61. Les différents questionnaires et guides d'entretien seront élaborés en collaboration avec les membres du comité technique.

4.3. ÉVALUATION DE L'ÉVALUABILITÉ

62. Les sources (Annexe 6) fournissent des informations quantitatives et qualitatives et devraient être développées davantage par l'équipe d'évaluation au cours de la phase de démarrage. L'équipe d'évaluation aura accès aux précédents rapports annuels du pays (ACR), aux évaluations, aux données de suivi sur l'ONA et au tableau de bord développé via Power-BI. Les indicateurs institutionnels tels que le taux de fréquentation, le taux de scolarisation et le taux de rétention/taux d'abandon ont été régulièrement suivis et sont accessibles via les sources de données COMET du PAM.
63. Concernant la qualité des données et des informations, l'équipe d'évaluation doit :
 - Évaluer la disponibilité et la fiabilité des données dans le cadre de la phase de démarrage et développer les informations fournies dans la section 4.3 (Méthodologie). Cette évaluation sera utilisée pour la collecte de données.
 - Évaluer la qualité du rapport d'enquête de référence, des données et des outils de collecte utilisés pour l'évaluation de référence.
 - Vérifier systématiquement l'exactitude, la cohérence et la validité des données et informations collectées, et reconnaître les limites quant aux conclusions basées sur ces données.
 - Évaluer la disponibilité et la fiabilité des données ventilées selon le genre. Veiller à ce que les outils d'échantillonnage et de collecte soient sensibles au genre et à ce que les opinions des femmes, des hommes, des filles et des garçons soient suffisamment prises en compte et documentées.
 - Identifiez explicitement tout problème lié à la disponibilité et/ou à la fiabilité des données afin que l'équipe d'évaluation soit consciente des défis liés à l'évaluabilité et puisse développer des stratégies pour aider à les atténuer :
 - Ensembles de données manquants, limités ou peu fiables (y compris les données de référence)
 - Problèmes liés à la comparabilité des ensembles de données
 - Disponibilité et qualité des données ventilées par sexe, y compris les données liées aux résultats spécifiques au genre
 - Un roulement de personnel élevé signifie une mémoire institutionnelle limitée.
 - Évaluer la clarté du cadre de référence par rapport auquel évaluer et évaluer la convivialité du sujet du modèle logique ou du cadre logique de l'évaluation (si disponible). Évaluer la disponibilité de :
 - Des indicateurs pertinents et quantifiables
 - Objectifs mesurables
 - Des objectifs clairs
 - Données sur les produits et les résultats (suivi)
 - Documentation des hypothèses formulées et test de celles-ci au fil du temps.
 - Vérifier si les outils et méthodes d'échantillonnage et de collecte de données utilisés pour générer les ensembles de données existants étaient sensibles au genre et à l'équité. Peuvent-ils apporter les différentes perspectives des femmes, des filles, des hommes et des garçons, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés ?
64. Pendant la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation vérifiera si les outils et méthodes d'échantillonnage et de collecte de données utilisés pour générer les ensembles de données existants étaient sensibles au genre et à l'équité. L'équipe vérifiera comment elle apporte les différentes opinions des femmes, des filles, des hommes et des garçons, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés et indiquera les implications que les limites de l'évaluabilité ont sur l'évaluation et comment l'évaluation abordera ces limites.

4.4. CONSIDERATIONS ETHIQUES

65. L'évaluation doit être conforme aux [Lignes directrices éthiques de l'UNEG pour l'évaluation](#). En conséquence, la société d'évaluation sélectionnée est chargée de sauvegarder et de garantir l'éthique à toutes les étapes du processus d'évaluation. Cela inclut, sans toutefois s'y limiter, garantir le consentement éclairé, protéger la vie privée, la confidentialité et l'anonymat des répondants, garantir la sensibilité culturelle, respecter l'autonomie des répondants, garantir un recrutement équitable des participants (y compris les femmes et les groupes socialement exclus) et garantir que les résultats de l'évaluation ne nuisent pas aux répondants ou à leurs communautés.
66. Le cabinet d'évaluation sera responsable de la gestion de tout risque et problème éthique potentiel et devra mettre en place, en consultation avec le responsable de l'évaluation, des processus et des systèmes pour identifier, signaler et résoudre tout problème éthique pouvant survenir lors de la mise en œuvre de l'évaluation. Des approbations et des examens éthiques par les comités d'examen nationaux et institutionnels concernés doivent être recherchés si nécessaire.
67. L'équipe et le responsable de l'évaluation n'auront pas été impliqués dans la conception, la mise en œuvre ou le suivi du programme de repas scolaires du PAM et n'auront aucun autre conflit d'intérêt potentiel ou perçu. Tous les membres de l'équipe d'évaluation respecteront les [Lignes directrices éthiques de l'UNEG 2020](#), y compris l'Engagement de conduite éthique ainsi que la note technique du PAM sur le genre. L'équipe d'évaluation et les personnes qui participent directement à l'évaluation au moment de l'émission du bon de commande doivent signer un accord de confidentialité et un engagement de conduite éthique. Ces modèles seront fournis par le bureau de pays lors de la signature du contrat.

4.5. ASSURANCE QUALITE

68. Le système d'assurance qualité des évaluations du PAM définit des processus comprenant des étapes d'assurance qualité et des modèles de produits d'évaluation basés sur un ensemble de critères '[Listes de contrôle d'assurance qualité](#)'. L'assurance qualité sera systématiquement appliquée lors de cette évaluation et les documents pertinents seront fournis à l'équipe d'évaluation. Cela comprend des listes de contrôle pour les commentaires sur la qualité de chacun des produits d'évaluation. La liste de contrôle pertinente sera appliquée à chaque étape, pour garantir la qualité du processus et des résultats de l'évaluation.
69. Le système d'assurance qualité de l'évaluation décentralisée (DEQAS) du PAM est basé sur les normes et standards de l'UNEG et les bonnes pratiques de la communauté internationale de l'évaluation et vise à garantir que le processus et les produits d'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les opinions ou l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais garantit que le rapport fournit des preuves et une analyse crédibles de manière claire et convaincante et tire ses conclusions sur cette base.
70. Le responsable de l'évaluation du PAM sera chargé de veiller à ce que l'évaluation progresse conformément au [Guide du processus DEQAS](#) et pour effectuer un contrôle de qualité rigoureux des produits d'évaluation avant leur finalisation. En plus des examens de qualité décrits dans le Guide du processus DEQAS, les rapports d'évaluation McGovern-Dole et le rapport de l'étude de base feront l'objet d'un examen final par l'USDA avant approbation.
71. Pour améliorer la qualité et la crédibilité des évaluations décentralisées, un [soutien décentralisé à la qualité des évaluations](#) (DEQS) géré directement par le Bureau de l'évaluation du PAM examine le projet de mandat, le projet de rapport de démarrage et les rapports d'évaluation, et fournit une évaluation systématique de leur qualité du point de vue de l'évaluation, ainsi que des recommandations.
72. Le responsable de l'évaluation partagera l'évaluation et les recommandations du service d'appui à la qualité avec le chef d'équipe, qui abordera les recommandations lors de la finalisation des rapports de démarrage et d'évaluation. Pour garantir la transparence et la crédibilité du processus conformément aux [Normes et standards de l'UNEG, \[1\]](#) une justification doit être fournie pour les commentaires que l'équipe ne prend pas en compte lors de la finalisation du rapport.

73. L'équipe d'évaluation devra garantir la qualité des données (fiabilité, cohérence et exactitude) tout au long des phases de collecte, de synthèse, d'analyse et de rapportage des données.
74. L'équipe d'évaluation doit être assurée de l'accessibilité de toute la documentation pertinente dans le cadre des dispositions de la directive sur la divulgation d'informations. Ceci est disponible dans la [Directive du PAM CP2010/001](#) sur la divulgation d'informations.
75. PAM s'attend à ce que tous les livrables de l'équipe d'évaluation soient soumis à un examen approfondi d'assurance qualité par le cabinet d'évaluation, conformément au système d'assurance qualité d'évaluation du PAM avant la soumission des livrables au PAM.
76. Tous les rapports d'évaluation finaux feront l'objet d'une [évaluation de la qualité post hoc](#) (PHQA) par une entité indépendante selon un processus géré par le Bureau de l'évaluation du PAM. Les résultats globaux du PHQA seront publiés sur le site Web du PAM avec le rapport d'évaluation.

5. Organisation de l'évaluation

5.1. PHASES ET LIVRABLES

77. Toutes les versions finales des rapports d'évaluation et du rapport de référence de l'USDA sur l'aide alimentaire internationale seront rendues publiques. Les évaluateurs doivent fournir une copie des rapports exempte d'informations personnelles identifiables (PII) et d'informations exclusives. Les versions finales des rapports prêts à être publiés doivent être accessibles aux personnes handicapées conformément aux exigences de l'article 508. Pour obtenir des conseils sur la création de documents accessible aux personnes handicapées, veuillez consulter les ressources suivantes :

57.1. <https://www.section508.gov/create/documents>

57.2. <https://www.section508.gov/create/pdfs>

78. Tableau 4 présente la structure des principales phases de l'évaluation, ainsi que les livrables et les délais pour chaque phase. L'annexe 2 présente un calendrier plus détaillé.

Tableau 4 : Calendrier récapitulatif – étapes clés de l'évaluation			
Principales phases	Chronologie indicative	Tâches et livrables	Responsable
Évaluation à mi-parcours			
1. Phase de démarrage pour l'évaluation à mi-parcours	Janvier – mars 2024	Mission de démarrage Rapport initial de démarrage Instruments de collecte de données	Equipe d'évaluation
2. Collecte de données	Avril – mai 2024	Travail sur le terrain débriefing de sortie	Équipe d'évaluation
3. Rapports	Juin – juillet 2024	Analyse des données et rédaction du draft du rapport Processus de commentaires Atelier d'apprentissage Rapport d'évaluation	Équipe d'évaluation
4. Diffusion et suivi	Septembre - octobre 2024	Réponse de la direction Diffusion du rapport d'évaluation	Direction du PAM / Responsable évaluation

Résumé des livrables attendus de l'équipe d'évaluation :

- Rapport de démarrage initial incluant la méthodologie en anglais et en français
- Rapport de démarrage final (comprenant le plan d'assurance qualité, les outils de collecte de données, le calendrier de collecte de données)
- Plan d'Assurance Qualité
- Outils de collecte de données
- Planification de la collecte de données
- Bases de données brutes et propres
- Présentation PowerPoint débriefing des résultats préliminaires
- Projet de rapport d'évaluation, en anglais et en français, comprenant une base de données brute et propre, basée sur la table des matières suggérée
- Rapport final d'évaluation à mi-parcours, en anglais et en français, basé sur la table des matières suggérée
- Un document autonome de 2 à 3 pages décrivant la conception de l'évaluation, les principaux résultats et d'autres considérations pertinentes. Il servira à informer toutes les parties prenantes intéressées par l'évaluation et devrait être rédigé dans un langage facile à comprendre pour les non-évaluateurs et comporter des graphiques et des tableaux appropriés.
- Table des matières suggérée pour le rapport (synthèse, méthodologie, résultats, conclusions, recommandations, annexe sur les indicateurs de performance, etc.)
- 1ère présentation PowerPoint présentant les résultats finaux (USDA et parties prenantes pour commentaires)
- 2ème présentation PowerPoint débriefing des résultats finaux
- Présentation des résultats de l'évaluation par la firme lors d'un atelier.

5.2. COMPOSITION DE L'EQUIPE D'EVALUATION

79. L'équipe d'évaluation devrait comprendre deux ou trois membres, dont le chef d'équipe, et comprendre des femmes et des hommes de cultures mixtes et au moins un de nationalité ivoirienne. Dans la mesure du possible, l'évaluation sera menée par une équipe équilibrée entre les sexes et diversifiée sur le plan géographique et culturel, possédant les compétences appropriées pour évaluer les dimensions de genre du sujet, comme spécifié dans les sections sur la portée, l'approche et la méthodologie des TdR.
80. L'équipe sera multidisciplinaire et comprendra des membres qui, ensemble, présentent un équilibre approprié d'expertise technique et de connaissances pratiques dans les domaines suivants :
- Alimentation scolaire
 - Compétences littéraires (par exemple, expérience en évaluation de lecture avec l'outil ASER)
 - Résilience et soutien aux organisations de femmes et des petits exploitants agricoles sur les différents aspects du développement de la chaîne de valeur pour promouvoir l'alimentation scolaire.
 - Sécurité alimentaire et nutrition (bonne connaissance et maîtrise des outils de collecte)
 - Bonne connaissance des questions de genre, d'équité et plus largement des questions d'inclusion
 - Approches statistiques et évaluation quasi-expérimentale
 - Bonne compréhension du contexte socioculturel et économique de la Côte d'Ivoire
 - Les exigences linguistiques orales et écrites incluent la maîtrise complète du français et de l'anglais, car tous les produits de cette évaluation seront produits en français et en anglais.
 - Expertise particulière en études d'impact. Cette expertise serait pertinente.
 - Tous les membres de l'équipe doivent avoir de solides compétences analytiques et de communication, une expérience en évaluation avec des antécédents de travaux écrits sur des missions similaires et une connaissance de la Côte d'Ivoire et/ou de la région.
 - Toute expérience dans la conduite d'évaluations pour le PAM et/ou l'USDA est un avantage.
81. Le chef d'équipe aura une expertise dans l'une des compétences clés énumérées ci-dessus ainsi qu'une expérience démontrée dans la direction d'évaluations similaires, y compris la conception de

méthodologies et d'outils de collecte de données. Elle/il aura également des compétences en leadership, en analyse et en communication, y compris d'excellentes compétences en matière de rédaction, de synthèse et de présentation en français. Ses principales responsabilités seront : i) définir l'approche et la méthodologie d'évaluation ; ii) guider et gérer l'équipe ; iii) diriger la mission d'évaluation et représenter l'équipe d'évaluation ; et iv) rédiger et réviser, selon les besoins, le rapport de démarrage, la présentation du débriefing de fin des travaux sur le terrain (c'est-à-dire la sortie) et le rapport d'évaluation conformément au DEQAS.

82. Les membres de l'équipe : i) contribueront à la méthodologie dans leur domaine d'expertise sur la base d'une revue documentaire ; ii) mener des travaux sur le terrain ; iii) participer aux réunions d'équipe et aux réunions avec les parties prenantes ; et iv) contribuer à la rédaction et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) domaine(s) technique(s).
83. L'équipe d'évaluation mènera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en étroite communication avec le responsable de l'évaluation du PAM.] L'équipe sera recrutée après accord avec le PAM sur sa composition.

5.3. ROLES ET RESPONSABILITES

84. L'équipe d'évaluation est chargée de répondre en temps opportun à toutes les communications du responsable de l'évaluation du PAM. Ils sont également chargés de réviser les livrables et de répondre aux commentaires des parties prenantes dans la matrice de commentaires conformément aux délais convenus par l'équipe d'évaluation et le PAM. Les cycles de révision attendus pour chaque livrable sont les suivants :

- a. Rapport d'évaluation à mi-parcours :

- i. Réponses au rapport révisé et à la matrice de commentaires en réponse aux commentaires de l'unité régionale d'évaluation et du responsable de l'évaluation (première série de commentaires)
- ii. Réponses au rapport révisé et à la matrice de commentaires en réponse aux commentaires du DEQS (deuxième série de commentaires)
- iii. Réponses au rapport révisé et à la matrice de commentaires en réponse aux commentaires de l'ERG (troisième série de commentaires)
- iv. Rapport et réponse révisés pour répondre à tout commentaire qui n'a pas été correctement pris en compte dans les révisions précédentes (si nécessaire). L'EM examinera les réponses de l'ET aux commentaires d'ERG, DEQS, REU et EM dans une matrice de commentaires combinée et pourra demander à l'ET d'apporter des modifications supplémentaires si des commentaires n'ont pas été correctement traités.
- v. Réponses de la matrice de révision et de commentaires en réponse aux commentaires de l'USDA (quatrième série de commentaires)
- vi. Révision et réponse pour répondre à tout commentaire de l'USDA qui n'a pas été correctement pris en compte dans les révisions précédentes.

- b. Rapports de démarrage et outils pour mi-parcours

- i. Rapport/outils révisés et réponses de la matrice de commentaires en réponse aux commentaires de l'unité régionale d'évaluation et du responsable de l'évaluation (première série de commentaires)
- ii. Réponses au rapport révisé et à la matrice de commentaires en réponse aux commentaires du DEQS (deuxième série de commentaires)
- iii. Rapport/outils révisés et réponses matricielles aux commentaires en réponse aux commentaires du GRE (troisième série de commentaires)
- iv. Révision finale du rapport/des outils et réponse pour répondre à tout retour d'information qui n'a pas été correctement pris en compte dans les révisions

précédentes (si nécessaire). L'EM examinera les réponses de l'ET aux commentaires d'ERG, DEQS, REU et EM dans une matrice de commentaires combinée et pourra demander à l'ET d'apporter des modifications supplémentaires si des commentaires n'ont pas été correctement traités.

85. **La direction du CO en Côte d'Ivoire (Directeur ou Directeur adjoint)** aura la responsabilité de :
- Désigner un responsable d'évaluation pour l'évaluation (M. Koné Seydou, chargé du suivi et de l'évaluation)
 - Composer le comité d'évaluation interne et le groupe de référence d'évaluation (voir ci-dessous)
 - Approuver les termes de référence finaux, les rapports de démarrage et d'évaluation
 - Approuver la sélection de l'équipe d'évaluation
 - Assurer l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation à toutes les étapes, y compris la mise en place d'un comité d'évaluation et d'un groupe de référence
 - Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et le sujet de l'évaluation, sa performance et ses résultats avec le responsable de l'évaluation et l'équipe d'évaluation.
 - Organiser et participer à deux débriefings distincts, un interne et un avec des parties prenantes externes
 - Superviser les processus de diffusion et de suivi, y compris la préparation d'une réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation.
86. **Le responsable de l'évaluation** gère le processus d'évaluation à travers toutes les phases, y compris : la rédaction de ces TdR ; identifier l'équipe d'évaluation ; préparer et gérer le budget ; la mise en place du comité d'évaluation et du groupe de référence d'évaluation ; veiller à ce que les mécanismes d'assurance qualité soient opérationnels et utilisés efficacement ; consolider et partager les commentaires sur les projets de rapports de démarrage et d'évaluation avec l'équipe d'évaluation ; s'assurer que l'équipe a accès à toute la documentation et à l'information nécessaire à l'évaluation ; faciliter les contacts de l'équipe avec les acteurs locaux ; soutenir la préparation de la mission sur le terrain en organisant des réunions et des visites sur le terrain, en fournissant un soutien logistique pendant le travail sur le terrain et en organisant l'interprétation, si nécessaire ; organiser des séances d'information sur la sécurité pour l'équipe d'évaluation et fournir tout matériel nécessaire ; et effectuer l'assurance qualité de premier niveau des produits d'évaluation. Le responsable de l'évaluation sera l'interlocuteur principal entre l'équipe, représentée par le chef d'équipe, le point focal du cabinet, et les homologues du PAM pour assurer le bon déroulement du processus de mise en œuvre.
87. **Un comité d'évaluation interne (annexe 3)** est formé pour contribuer à garantir l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation. Les membres comprennent le responsable de l'évaluation, l'unité technique en charge de l'opération dans toutes ses composantes, le chef du sous-bureau chargé de la mise en œuvre, le personnel de chacune des unités de financement et de chaîne d'approvisionnement. Les principaux rôles et responsabilités de cette équipe comprennent la contribution au processus d'évaluation et la fourniture de commentaires sur les produits d'évaluation.
88. **Un groupe de référence d'évaluation (ERG)** est constitué en tant qu'organe consultatif avec une représentation des membres de l'ERG ainsi que des unités concernées du bureau régional du PAM, des parties prenantes externes (partenaires gouvernementaux, partenaires techniques et financiers, partenaires opérationnels, agences du SNU, etc.). Les membres du groupe de référence d'évaluation examineront et commenteront les projets de produits d'évaluation et agiront en tant qu'informateurs clés afin de contribuer à la pertinence, à l'impartialité et à la crédibilité de l'évaluation en offrant une gamme de points de vue et en garantissant un processus transparent. La liste des membres de l'ERG est donnée en annexe 4.
89. **Le bureau régional** : le bureau régional aura la responsabilité de :

- Conseiller le responsable de l'évaluation et fournir un soutien au processus d'évaluation, le cas échéant.
 - Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et sur le sujet de l'évaluation, selon les besoins.
 - Fournir des commentaires sur le projet de TdR, les rapports de démarrage et d'évaluation
 - Soutenir la préparation d'une réponse de la direction à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.
90. Tandis que Isabelle CONFESSON, Conseillère régionale en évaluation, assumera la plupart des responsabilités ci-dessus, d'autres membres du personnel technique concerné par RBD peuvent participer au groupe de référence d'évaluation et/ou commenter les produits d'évaluation, le cas échéant.
91. **Divisions concernées du siège du PAM**, y compris la Division des programmes scolaires (SBP), assumera la responsabilité de :
- Discutez des stratégies, politiques ou systèmes du PAM dans leur domaine de responsabilité et sujet d'évaluation.
 - Commentez les termes de référence de l'évaluation, les rapports de démarrage et d'évaluation, selon les besoins.
 - Le responsable de l'évaluation du SBP fournira des commentaires sur les TdR, les rapports de démarrage, le rapport de référence et les rapports d'évaluation, en examinant les livrables pour en vérifier la qualité et le respect des exigences de l'USDA.
92. **Autres parties prenantes (gouvernement national, y compris les ministères concernés, partenaires de mise en œuvre/ONG, agences partenaires des Nations Unies)** soutiendra l'évaluation en apportant son expertise, son approbation et sa validation des livrables.
93. **Le Bureau de l'évaluation (OEV)**. OEV est chargé de superviser la fonction d'évaluation décentralisée du PAM, de définir les normes et standards d'évaluation, de gérer le service d'appui à la qualité externalisé, de publier et de soumettre le rapport d'évaluation final à la PHQA. OEV assure également une fonction d'assistance et conseille le responsable régional de l'évaluation, le responsable de l'évaluation et les équipes d'évaluation lorsque cela est nécessaire. Les parties prenantes internes et externes et/ou les évaluateurs sont encouragés à contacter le responsable régional de l'évaluation et le service d'assistance du Bureau de l'évaluation (wfp.decentralizedevaluation@wfp.org) en cas de manquement potentiel à l'impartialité ou de non-respect des directives éthiques de l'UNEG.
94. **Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA)** sera impliqué dans l'évaluation tout au long de toutes les phases. Les membres du personnel concernés de l'USDA (analyste de programme et responsable du suivi et de l'évaluation) examinent et approuvent le plan d'évaluation, les termes de référence et les rapports d'évaluation, sont membres du groupe de référence d'évaluation et participent aux réunions des parties prenantes si nécessaire. Ils peuvent être interviewés en tant qu'informateurs clés et participer à la présentation des résultats de l'évaluation.
95. **Le responsable des partenariats du PAM - Bureau de Washington (WAS)** travaillera en étroite collaboration avec le bureau de pays du PAM, le responsable de l'évaluation du SBP, le bureau régional et l'OEV pour assurer une communication fluide et la soumission des principaux produits livrables de l'évaluation à l'USDA, conformément aux délais du projet. Le responsable des partenariats examinera les livrables de l'évaluation pour vérifier leur conformité à la politique de l'USDA, facilitera la communication avec l'USDA et se coordonnera avec l'USDA pour obtenir des commentaires sur les termes de référence et les rapports d'évaluation.

5.4. CONSIDERATIONS DE SECURITE

96. **Le certificat d'habilitation de sécurité** doit être obtenu auprès du Système de sûreté et de sécurité des Nations Unies (UNDSS) là où cela s'avère nécessaire.
- Les consultants embauchés par le PAM sont couverts par le système du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) pour le personnel des Nations Unies, qui couvre le personnel du PAM et les consultants engagés directement par le PAM. Les consultants indépendants doivent obtenir l'habilitation de sécurité de l'UNDSS pour voyager depuis le lieu d'affectation désigné et suivre à l'avance les formations de sécurité de base et avancées des Nations Unies (BSAFE et SSAFE), imprimer leurs certificats et les emporter avec eux.
 - En tant que "fournisseur indépendant" de services d'évaluation du PAM, l'entreprise sous contrat sera chargée d'assurer la sécurité de l'équipe d'évaluation et de prendre des dispositions adéquates pour l'évacuation pour des raisons médicales ou situationnelles. Cependant, pour éviter tout incident de sécurité, le responsable de l'évaluation veillera à ce que le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès de l'agent de sécurité à leur arrivée dans le pays et organise un briefing de sécurité pour qu'ils puissent comprendre la situation sécuritaire sur le terrain. L'équipe d'évaluation doit respecter les règles et réglementations applicables du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, notamment en suivant une formation en matière de sécurité (BSAFE et SSAFE), en respectant les couvre-feux (le cas échéant) et en assistant à des briefings dans le pays.

5.5. COMMUNICATION

97. Pour garantir un processus fluide et efficace et améliorer les enseignements tirés de cette évaluation, l'équipe d'évaluation doit mettre l'accent sur une communication transparente et ouverte avec les principales parties prenantes. Ces objectifs seront atteints en garantissant un accord clair sur les canaux et la fréquence de communication avec et entre les principales parties prenantes. La communication avec l'équipe d'évaluation et les parties prenantes doit passer par le responsable de l'évaluation. Il est notamment attendu que des rapports soient produits systématiquement par les évaluateurs, contenant les éléments essentiels (problèmes identifiés, recommandations et enseignements tirés) issus des réunions avec les parties prenantes. Ces rapports seront systématiquement envoyés aux parties prenantes concernées.
98. Si des traducteurs sont nécessaires pour le travail sur le terrain, le cabinet d'évaluation prendra les dispositions nécessaires et inclura le coût dans la proposition budgétaire.
99. Sur la base de l'analyse des parties prenantes, le plan de communication et de gestion des connaissances (en annexe 5) identifie les utilisateurs de l'évaluation à impliquer dans le processus et à qui le rapport doit être diffusé. Le plan de communication et de gestion des connaissances indique comment les résultats, y compris les questions de genre, d'équité et d'inclusion plus large, seront diffusés et comment les parties prenantes intéressées ou affectées par les questions de genre, d'équité et d'inclusion plus large seront impliquées.
100. Dans le cadre des normes internationales d'évaluation, le PAM exige que toutes les évaluations soient rendues publiques. Il est important que les rapports d'évaluation soient accessibles à un large public, contribuant ainsi à la crédibilité du PAM – grâce à des rapports transparents – et au recours à l'évaluation. Après l'approbation du rapport d'évaluation final, la diffusion sera large et des ateliers seront organisés en interne et avec les partenaires, pour discuter des recommandations et de la voie à suivre. Le rapport d'évaluation final doit être fourni en français et en anglais.

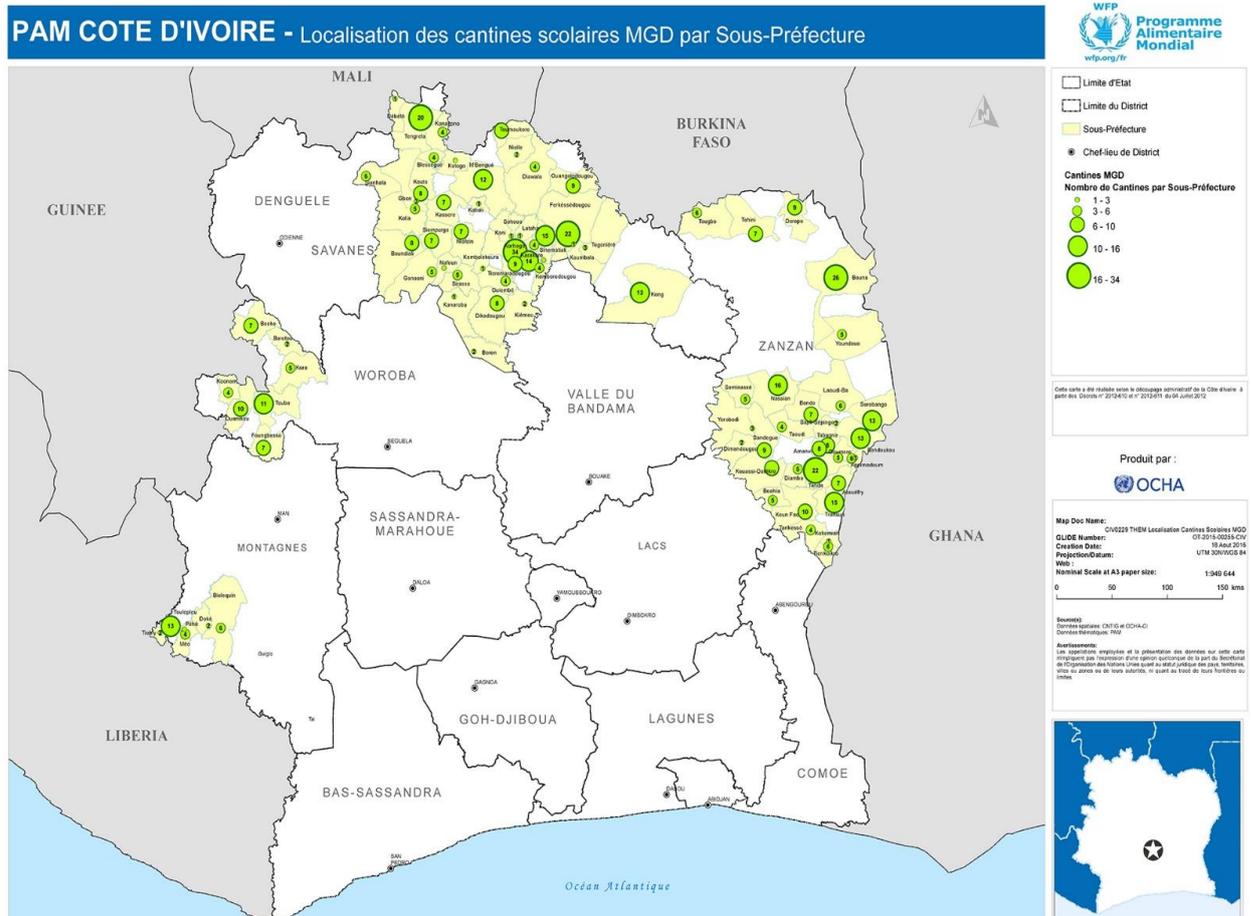
5.6. BUDGET

101. L'évaluation sera financée par des fonds de l'USDA (McGovern-Dole).
102. La proposition du cabinet d'évaluation comprendra un budget détaillé pour l'évaluation, comprenant les honoraires du consultant, les frais de déplacement et autres frais (interprètes, etc.).
103. Suite à l'évaluation technique et financière, une offre améliorée pourrait être demandée par le PAM à la ou aux offres préférées afin de mieux répondre aux exigences des TDR. Le PAM peut procéder à des

vérifications de références et à des entretiens avec des membres sélectionnés de l'équipe. Une fois l'offre acceptée par toutes les parties, le PAM émettra un bon de commande pour les produits livrables de l'évaluation à mi-parcours. Le bon de commande sera augmenté pour inclure les livrables de l'évaluation finale une fois les livrables à mi-parcours terminés de manière satisfaisante. Veuillez envoyer toute question à Seydou Kone (Chargé de programme S&E/VAM), Responsable de l'évaluation], à kone.seydou@wfp.org .

Annexes

Annexe 1 : Cartographie du programme des cantines scolaires MGD



Nombre	Régions	Nombre d'écoles MGD	Nombre de rationnement prévu
1	BONDOUKOU	174	25 571
2	BOUNA	80	16 036
3	BOUNDIALI	78	18 882
4	FERKE	61	13 805
5	KORHOGO	141	39 084
6	GUIGLO	33	6 058
7	TOUBA	46	5 564
	Total	613	125 000

Annexe 2 : Calendrier d'évaluation

	Phases, Activités et livrables	Dates clés
Phase 1: Préparation (Evaluation à mi-parcours)		Juin - décembre 2023
EM	Examen documentaire, projet de TdR et assurance qualité (AQ) par EM et REO en utilisant ToR QC	(2 semaines)
EM	Partager le projet de TdR avec le service d'assistance décentralisée à la qualité de l'évaluation (DEQS) et organiser un appel de suivi avec DEQS	(6 jours)
EM	Examiner le projet de TdR sur la base des commentaires du DEQS et du REO et le partager avec ERG.	(3 jours)
EM	Commencer l'identification de l'équipe d'évaluation	1 jour
ERG	Examiner et commenter le projet de TdR	(2 semaines)
EM	Examiner le projet de TdR sur la base des commentaires reçus et soumettre le TdR final au président du CE.	(1 semaine)
EM and WAS	Examiner le projet de TdR sur la base des commentaires de la CE et le partager avec l'USDA (via l'équipe WAS)	(1 semaine)
USDA	Examiner et commenter le projet de TdR	(2 semaines)
EM and WAS	Mettre à jour les termes de référence et partager avec l'USDA pour approbation finale (via l'équipe WAS)	(1 semaine)
EC Chair and USDA	Approuver les termes de référence finaux et les partager avec ERG et les principales parties prenantes	15 Novembre 2023
EM	Évaluer les propositions d'évaluation et recommander la sélection de l'équipe	(3 jours)
EM	Recrutement/contract de l'équipe d'évaluation	15 décembre 2023
EC Chair	Approuver la sélection de l'équipe d'évaluation et le recrutement de l'équipe d'évaluation	(1 semaine)
Phase 2 - Démarrage (Evaluation à mi-parcours)		Janvier – mars 2024
EM/TL	Briefing de l'équipe d'évaluation	(1 jour)
ET	Revue documentaire	3 jours
ET	Mission de démarrage dans le pays (le cas échéant)	(1 semaine)
ET	Elaboration du draft du rapport de démarrage	30 janvier 2024
EM	Assurance qualité du projet d'IR par EM et REO à l'aide du QC, partager le projet d'IR avec le service d'assistance à la qualité de l'évaluation décentralisée (DEQS) et organiser un appel de suivi avec DEQS	(1 semaine)
ET	Examiner le projet d'IR sur la base des commentaires reçus par DEQS, EM et REO	(1 semaine)
EM	Partager l'IR révisé avec ERG	
ERG	Examiner et commenter le projet de IR	(2 semaines)
EM	Consolider les commentaires	
ET	Examiner le projet de IR en fonction des commentaires reçus et soumettre la version finale révisée du IR.	(1 semaine)
EM	Examiner le IR final et le soumettre au comité d'évaluation pour approbation.	10 mars 2024
EC Chair and WAS	Approuvez l'IR final et partagez-le avec ERG pour information. Le représentant de WAS partage l'IR avec l'USDA	

Phase 3 – Collecte de données (Evaluation à mi-parcours)		Du 08 avril au 04 mai 2024
EC Chair / EM	Briefing de l'équipe d'évaluation au bureau pays	(1 jour)
ET	Collecte de données	(3 semaines)
ET	Débriefing(s) dans le pays	(1 jour)
Phase 4 – Rapportage (Evaluation à mi-parcours)		Jusqu'à 11 semaines
ET	Draft du rapport d'évaluation (RE)	3 semaines
EM	Assurance qualité du draft du RE par EM et REO à l'aide du QC, partager le draft du RE avec le service d'assistance qualité (DEQS) et organiser un appel de suivi avec DEQS	(1 semaine)
ET	Examiner et soumettre le draft du RE en fonction des commentaires reçus par DEQS, EM et REO.	(1 semaine)
EM	Faire circuler le draft du RE pour examen et commentaires à l'ERG, au RB et aux autres parties prenantes.	
ERG	Examiner et commenter le draft du RE	(2 semaines)
EM	Consolider les commentaires reçus	
ET	Examiner le draft du RE en fonction des commentaires reçus et soumettre la version finale révisée du RE.	(2 semaines)
EM	Examiner le RE final révisé et le soumettre au comité d'évaluation	
EM and WAS	Examiner le RE sur la base des commentaires de la CE et le partager avec l'USDA (via l'équipe WAS)	(1 semaine)
USDA	1er examen et commentaire du draft du RE	(5 semaines)
USDA et ET	2ème examen et commentaires sur le draft du RE	2 semaines (USDA 1 semaine et ET 1 semaine)
EM and WAS	Mettre à jour ER et partager avec l'USDA pour approbation finale (via l'équipe WAS)	(1 semaine)
EC Chair	Approuver le rapport d'évaluation final et le partager avec les principales parties prenantes pour information	
Phase 5 - Diffusion et suivi (Evaluation à mi-parcours)		Septembre – Octobre 2024
EC Chair	Préparer la réponse de la direction	(4 semaines)
EM	Partager le rapport d'évaluation final et la réponse de la direction avec le REO et l'OEV pour publication et participer à l'appel de fin d'évaluation sur les enseignements tirés.	

Annexe 3 : Rôle et composition du comité d'évaluation

Objectif et fonction: L'objectif général du comité d'évaluation est d'assurer un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément à la politique d'évaluation du PAM (2016-2021). Pour ce faire, il assistera le responsable de l'évaluation tout au long du processus, en examinant les résultats attendus de l'évaluation (mandat, rapport de démarrage et rapport d'évaluation) et les soumettra pour approbation au Représentant du PAM qui présidera le comité.

Le représentant de pays, en tant que président du comité d'évaluation, prendra des décisions sur les aspects clés de l'évaluation, notamment:

- Budget, allocation des fonds et sélection de l'équipe d'évaluation;
- Approbation des termes de référence, du rapport de démarrage et du rapport d'évaluation.

Composition du comité:

Président	: Olivia HANTZ, Directrice / Représentante pays
Membres	: Severine GIROUD (Président suppléant), Chef de programme : Bibi R. L. KENTA, Responsable de la chaîne d'approvisionnement : Alti BEMA, Chargée de programme national de l'alimentation scolaire : Albarin GBOGOURI, Chargé du programme de Nutrition : Philippe Seone, chargé de programme national/ Chef de bureau Korhogo : Isabelle CONFESSON : Conseillère régionale en Evaluation
Secrétariat	: Seydou Kone (Responsable RAM), Responsable d'Évaluation

Annexe 4 : Rôle et composition du groupe de référence d'évaluation

Objectif et rôle : Le groupe de référence d'évaluation (ERG) est un groupe consultatif fournissant des conseils et des commentaires au responsable de l'évaluation et à l'équipe d'évaluation à des moments clés du processus d'évaluation. Il est établi lors de la phase préparatoire de l'évaluation et est obligatoire pour toutes les évaluations décentralisées.

L'objectif général du groupe de référence pour l'évaluation est de contribuer à la crédibilité, à l'utilité et à l'impartialité de l'évaluation. A cet effet, sa composition et son rôle sont guidés par les principes suivants :

- **Transparence:** Garder les parties prenantes concernées engagées et informées pendant les étapes clés garantit la transparence tout au long du processus d'évaluation.
- **Propriété et utilisation :** La participation des parties prenantes renforce l'appropriation du processus et des produits d'évaluation, ce qui peut à son tour avoir un impact sur son utilisation.
- **Précision:** Les commentaires des parties prenantes aux étapes clés des phases de préparation, de collecte de données et de rapportage contribuent à l'exactitude des faits et des chiffres rapportés dans l'évaluation et de son analyse.

Les membres sont censés examiner et commenter les projets de résultats de l'évaluation et partager des idées pertinentes aux points de consultation clés du processus d'évaluation.

Les principaux rôles du groupe de référence en évaluation sont les suivants :

- Examiner et commenter le projet de TdR
- Suggérer des références et sources de données clés dans leur domaine d'expertise
- Participer à des séances d'information en face à face ou virtuelles avec l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage et/ou la phase d'évaluation.
- Examiner et commenter le projet de rapport initial
- Participer aux débriefings sur le terrain (facultatif)
- Examiner et commenter le projet de rapport d'évaluation et les annexes associées, en mettant particulièrement l'accent sur : a) les erreurs factuelles et/ou omissions qui pourraient invalider les résultats ou modifier les conclusions ; b) les questions politiquement sensibles qui doivent être affinées dans la manière dont elles sont abordées ou dans le langage utilisé ; c) recommandations
- Participer à des ateliers d'apprentissage pour valider les résultats et discuter des recommandations
- Fournir des conseils sur les produits de communication suggérés pour diffuser les enseignements tirés de l'évaluation.

Composition du GRE:

- Le groupe de référence comprend des parties prenantes internes et externes.

	Prénom et nom	Une fonction
Bureau de pays du PAM	Olivia HANTZ	Directrice / Représentante pays
	Severine GIROUD	Chef de programme

	Alti BEMA	Chargée de programme national de l'alimentation scolaire
	Jean-Michel LOUKOU	Chargé des finances
	Bibi Richard LANDONG KENTA	Responsable de la chaîne d'approvisionnement
	Albarin GBOGOURI	Consultant national programme Nutrition
	Philippe SEONE	Administrateur de programme national/ Chef de bureau Korhogo
	Monique Koffi	Programme associé, point focal genre
Bureau régional du PAM à Dakar	Karen OLOGOUDOU	Conseillère régionale des repas scolaires
	Isabelle CONFESSON	Point focal régional Évaluation
	Aminata DIOP	Chargée régionale de Programme SAMS
	Rivandra ROYONO	Chargé régional de Programme CCS
	Aliou Badara SAMAKE	Chargé régional RAM
	Petra BONOMETTI	Chargé régional de Résilience
	Sebastien MULLER	Chargé régional SAMS
	Ramatoulaye DIEYE	Conseillère régionale genre
USDA	Eleanore Morefield	Analyste de l'USDA
	Helen Aufderheide	Analyste programme de l'USDA
Partenaires gouvernementaux	YEO Yanou Direction des cantines scolaires	Directeur adjoint en charge du suivi et de l'évaluation
	Mme SILUE Fatoumata COULIBALY Département de pédagogie et de formation continue	DPFC
	Mme GOUE née AKOUA Dapa	Chef de Service de l'Éveil Social et du Suivi de la Petite Enfance

	Germaine EFFI Gestion de la promotion et du suivi des COGES	Coordonnateur des services généraux
	M. MEITE INZA, Direction des Etudes, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DESPS)	Directeur
	Programme national de nutrition du Dr Oka René KOUAME Programme National de Nutrition Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique Côte d'Ivoire	Directeur Coordonnateur
	KOFFI Sophie Arlette Gbamé Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Direction des Cultures Vivrières et de la Sécurité Alimentaire	Ingénieur Agronome option Défense des Cultures
Autres partenaires	Elly BAHATI (AVSI ONG partenaire)	Chef Programme Education

Annexe 5 : Plan de communication et d'apprentissage

Quand	Quoi	À qui—Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable de ministère du gouvernement, représentant des donateurs)	Quel niveau	De qui	Comment	Pourquoi
<i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2023</i>	<i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>		<i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	<i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	<i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	<i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
Préparation Juin – Août 2023	Calendrier provisoire et l'étendue de l'évaluation Termes de référence provisoire	DCS AVSI DPFC COGES DSPS PAM Bureau régional PAM	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Solliciter des commentaires
	TDR Finaux	- Représentante du PAM - Comité de pilotage - USDA	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Validation Approbation

Quand <i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2023</i>	Quoi <i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>	À qui — <i>Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable de ministère du gouvernement, représentant des donateurs)</i>	Quel niveau <i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	De qui <i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	Comment <i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	Pourquoi <i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
Démarrage Janvier – Mars 2024	Premier draft du rapport de démarrage incluant la méthodologie	DCS AVSI DPFC COGES DESPS PAM Bureau régional du PAM	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Solliciter des commentaires
	Deuxième draft du rapport de démarrage incluant la méthodologie					
	Rapport de démarrage final	- Représentante du PAM - Comité de pilotage - USDA	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de coordination habituelle	Validation Approbation
Débriefing collecte et l'analyse des données Avril – Mai 2024	Plan de collecte des données Questionnaires	DCS AVSI DPFC COGES	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Réunion du comité technique	Solliciter des commentaires et avis techniques

Quand <i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2023</i>	Quoi <i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>	À qui — <i>Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable de ministère du gouvernement, représentant des donateurs)</i>	Quel niveau <i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	De qui <i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	Comment <i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	Pourquoi <i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
		DESPS PAM Bureau régional du PAM				
Rapportage Juin – Juillet 2024	Premier draft du rapport d'évaluation Deuxième draft du rapport d'évaluation	DCS AVSI DPFC COGES DESPS PAM Bureau régional du PAM	Opérationnel + technique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Réunion du comité technique	Solliciter des commentaires et avis techniques
	Rapport final d'évaluation	- Représentante du PAM - Comité de pilotage - USDA	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	- Email - Au cours d'une réunion de	Validation Approbation

Quand <i>Phase d'évaluation ainsi que Jan / 2023</i>	Quoi <i>Moyens de communication produits (par exemple TDR, rapport initial, rapport final, etc.)</i>	À qui — <i>Organisation ou individus cible/ position (par exemple ONG partenaire, responsable de ministère du gouvernement, représentant des donateurs)</i>	Quel niveau <i>Niveau organisationnel de la communication (par exemple, domaine stratégique, opérationnel, etc.)</i>	De qui <i>Le personnel dirigeant du bureau de mise en service avec le nom / poste (par exemple Directeur Pays, Responsable de l'évaluation)</i>	Comment <i>Les moyens de communication (Par exemple, réunion, interaction, etc.)</i>	Pourquoi <i>Objet de la communication (par exemple, solliciter des commentaires, partager les résultats des découvertes pour la redevabilité)</i>
					coordination habituelle	
Diffusion et suivi Septembre – Octobre 2024	Réponse provisoire du management sur les recommandations de l'évaluation Rapport final de l'évaluation	DCS AVSI DPFC COGES DESPS PAM Bureau régional du PAM	Stratégique	Le gestionnaire de l'évaluation	-Email - Atelier - Sites internet - Site Web du PAM - Site Web du Ministère - Site web de AVSI	Diffusion et suivi

Annexe 6 : Bibliographie

- Document du Programme International de l'Alimentation pour l'Education et la Nutrition Infantile
- Rapport de l'enquête de référence du programme de cantine scolaire soutenu par MGD
- Rapport d'évaluation de référence du programme de cantine scolaire soutenu par MGD.
- Rapports d'étape sur le programme d'alimentation scolaire soutenu par MGD
- Rapports de suivi du programme de cantine scolaire soutenu par MGD
- Le cadre de résultats du programme de cantine scolaire soutenu par MGD
- Matrice de suivi des indicateurs du programme de cantine scolaire soutenu par MGD
- Document de projet du programme de pays du PAM (PSP)
- Rapport de l'enquête nationale sur les niveaux de vie (ENV 2015)
- Le rapport de suivi de la saison agricole et de la vulnérabilité alimentaire (SAVA 2018)
- La stratégie nationale d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire (2018-2022)
- Plan stratégique multisectoriel de nutrition (2016-2020)
- Directives nutritionnelles nationales
- Manuels «Enfants en bonne santé»
- Politique de suivi et d'évaluation de l'USDA
- Politique d'évaluation et assurance qualité du PAM (DEQAS)
- Manuel de l'USDA McGovern-Dole sur les indicateurs de progrès et leurs définitions
- Le plan d'évaluation du programme
- Le Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2)
- Le plan opérationnel 1;
- Manuel des menus à base d'aliments locaux (2014)
- Rapports annuels de pays
- Notes des ateliers clés

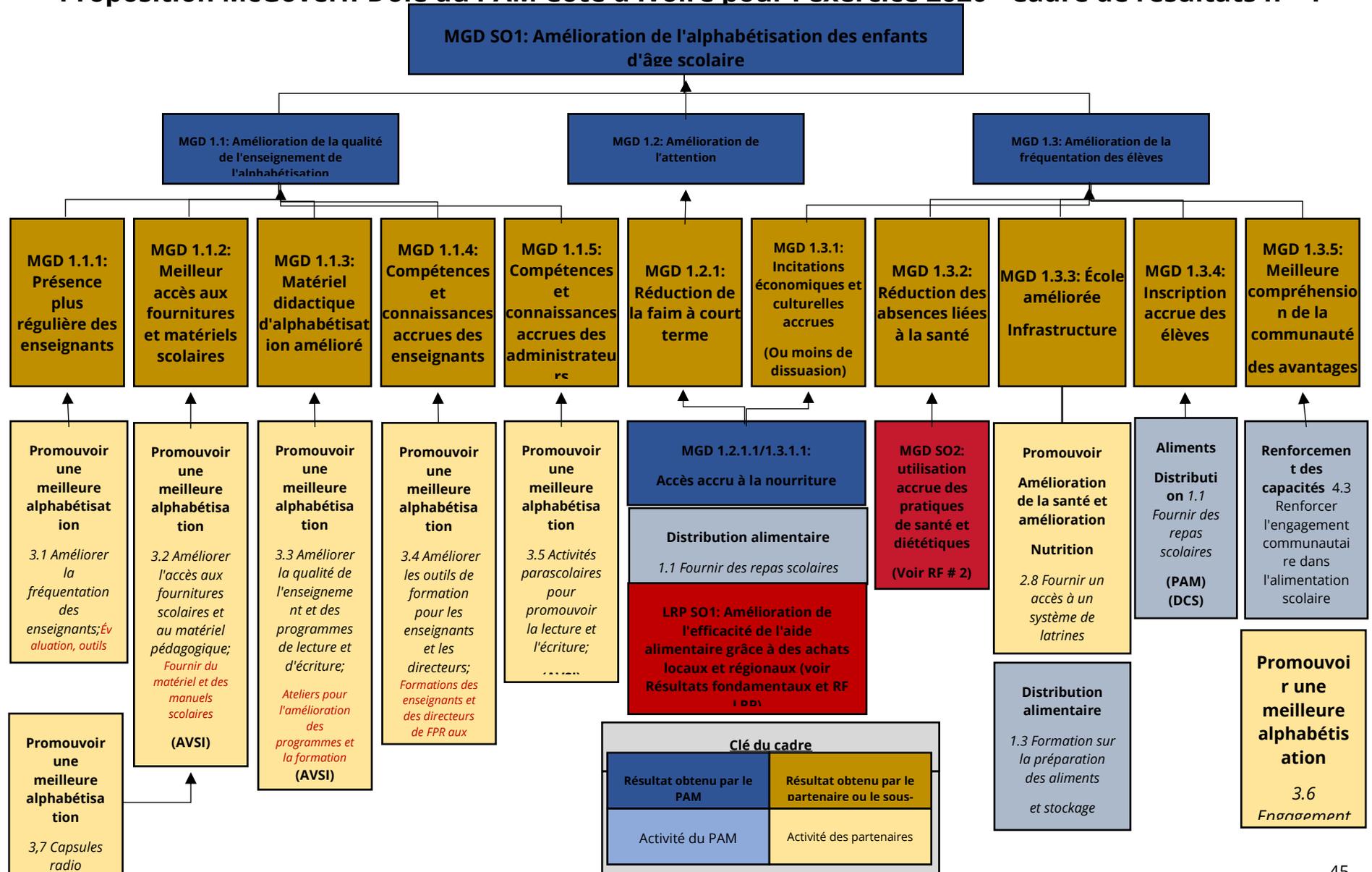
Annexe 7 : Acronymes

ACR	Rapport Annuel de Pays
ANADER	Agence nationale d'aide au développement rural
ASER	Rapport Annuel sur l'état de l'Education
AVSI	Association des volontaires pour le service international
BSAFE	Formation de base de sensibilisation à la sécurité
COMET	Outil de gestion efficace des bureaux de pays
CP	Programme de pays
CSP	Plan Stratégique de pays
DCS	Direction des cantines scolaires
DEQAS	Système d'assurance qualité pour les évaluations décentralisées
DESPS	Direction des études, de la stratégie, du plan et des statistiques
DISSA	Dispositif de Suivi de la Situation Alimentaire
DPFC	Direction de la pédagogie et de la formation continue
EB	Conseil d'administration du PAM
ECOWAP	Politique agricole régionale en Afrique de l'Ouest
ECOWAS	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EDS	Enquêtes démographiques et de santé
EGRA	Évaluation de la lecture de la première année
ENV	Enquête sur le niveau de vie
ERG	Groupe de Référence en Evaluation
FAS	Service Agricole étranger (extérieur)
GDP	Produit intérieur brut
GEWE	Égalité des sexes et autonomisation des femmes
IFAD	Fonds International pour le Développement de l'Agriculture
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'alphabétisation
MGD	McGovern - Dole

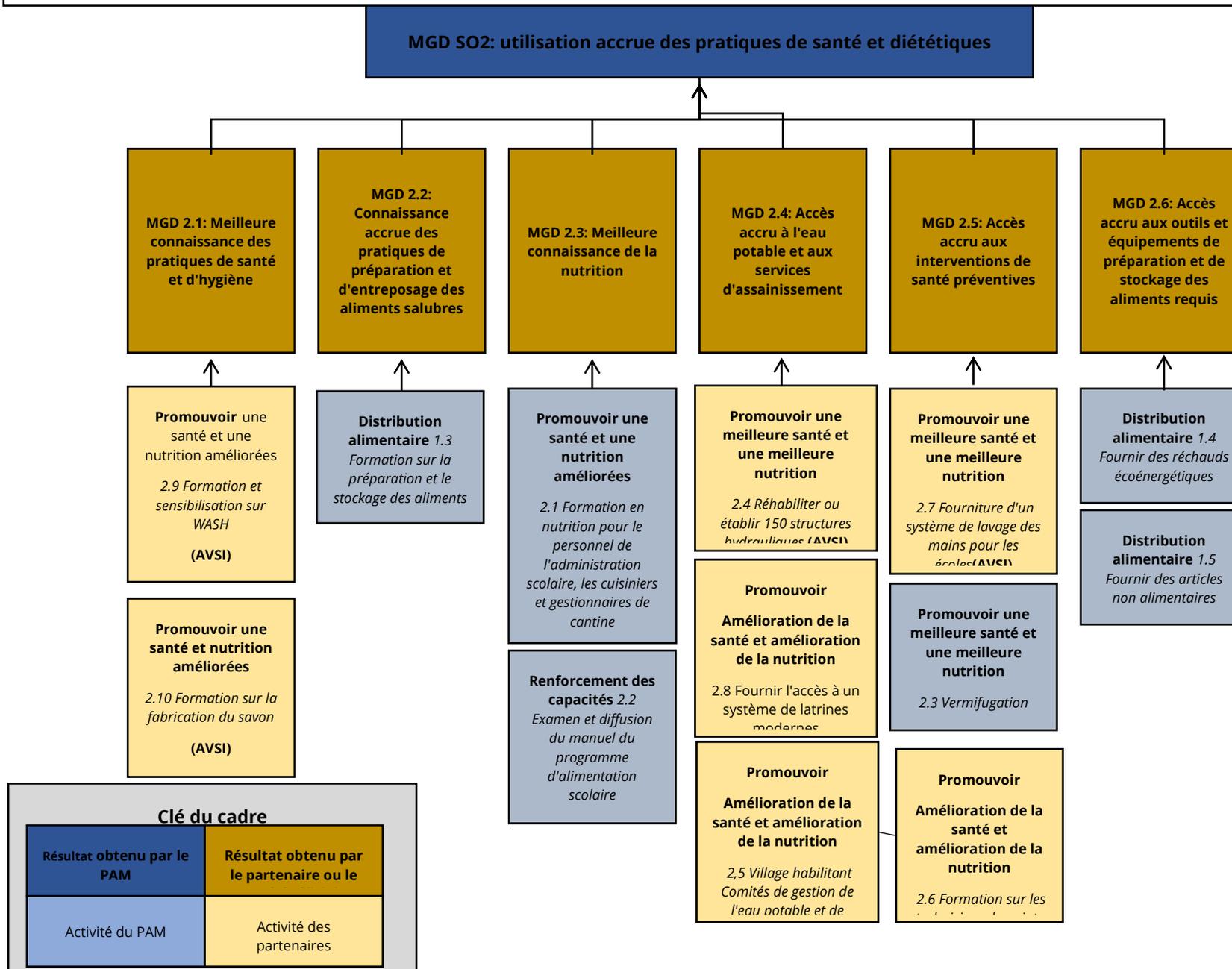
MICS	Enquête multi-indicateurs
MINADER	Ministère de l'agriculture et du développement durable
OEV	Bureau d'évaluation
ONA	Analyse du réseau organisationnel
OVC	Bureau de l'évaluation au siège du PAM à Rome
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PASAEF	Plan stratégique d'accélération de l'éducation des filles
PHQA	Évaluation de la qualité post hoc
PIPCS	Programme intégré pour la durabilité des cantines scolaires
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAVA	Surveillance de la saison agricole et vulnérabilité alimentaire
PNN	Programme national de nutrition
MINADER	Ministère de l'agriculture et du développement rural
REU	Unité d'évaluation Régionale
SBP	Programme scolaires
SDG	Objectif de développement durable
SIFCA	Société Financière de la Côte Africaine
SSAFE	Approches sûres et sécurisées dans les environnements de terrain
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNEG	Groupe d'examen des Nations Unies
Unicef	United Nations International Children's Emergency Fund en français Fonds des Nations unies pour l'enfance
USDA	Département de l'agriculture des Etats-Unis
CM1	Cours Moyen première année
CM2	Cours Moyen deuxième année
COGES	Comité de Gestion des Etablissements Scolaires
CSCS	Comité de Suivi des Cantines Scolaires

Annexe 8 : Cadre logique

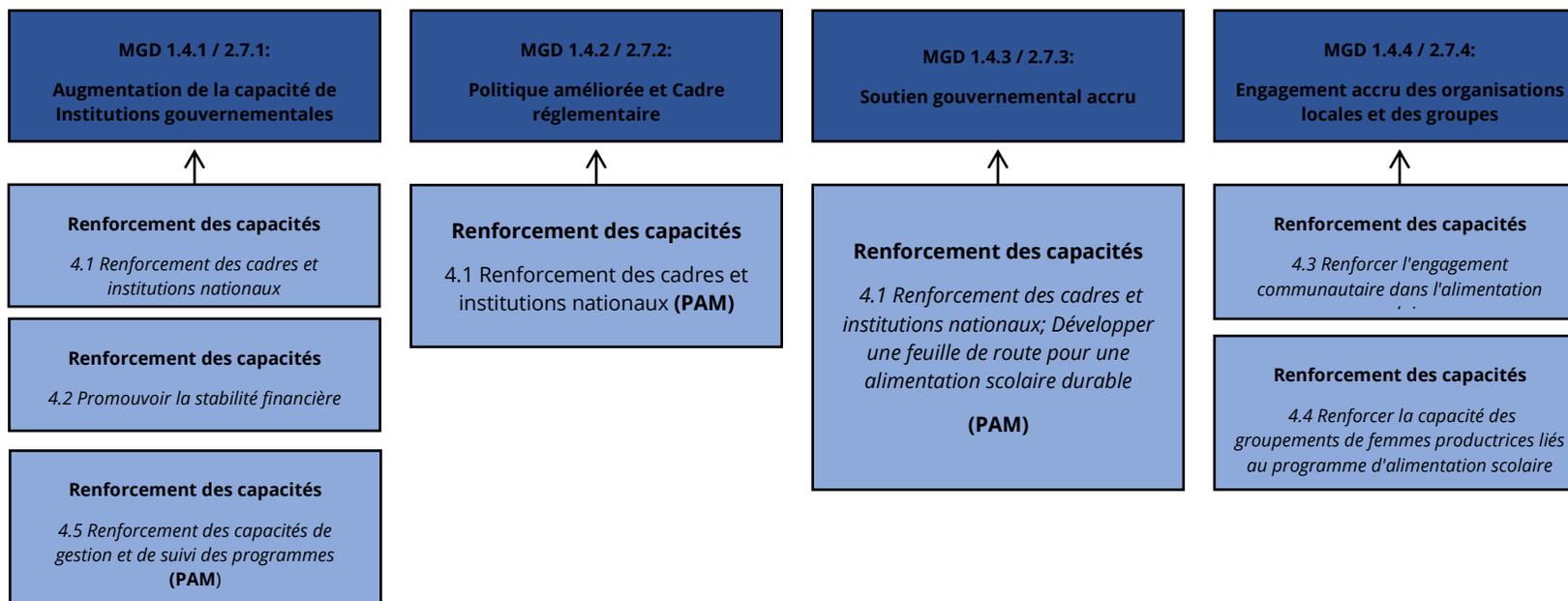
Proposition McGovern-Dole du PAM Côte d'Ivoire pour l'exercice 2020 - Cadre de résultats n ° 1



PAM Côte d'Ivoire FY2020 Proposition McGovern-Dole: Cadre de résultats # 2



PAM Côte d'Ivoire FY2020 Proposition McGovern-Dole:



Clé du cadre	
Résultat obtenu par le PAM	Résultat obtenu par le partenaire ou le sous-bénéficiaire
Activité du PAM	Activité des partenaires

LRP SO1: Amélioration de l'efficacité de l'aide alimentaire grâce à des achats locaux et régionaux

LRP SO1: Amélioration de l'efficacité de l'aide alimentaire grâce à des achats locaux et régionaux

LRP 1.3: Meilleure utilisation des aliments nutritifs et culturellement acceptables qui répondent aux normes de qualité

LRP 1.3.2: Systèmes de marché alimentaire locaux et régionaux renforcés

**LRP 1.3.2.1
Augmentation de la productivité agricole**

Renforcer la capacité
4.4 Renforcer la capacité des groupements de femmes productrices liés au programme d'alimentation scolaire
(PAM)

Résultat fondamental du LRP

**LRP 1.4.4
Augmentation de l'effet de levier des ressources du secteur**

Renforcer la capacité
4.4 Renforcer la capacité des groupements de femmes productrices liés au programme d'alimentation scolaire
(PAM)

Clé du cadre

Résultat obtenu par le PAM	Résultat obtenu par le partenaire ou le sous-bénéficiaire
Activité du PAM	Activité des partenaires

Annexe 9 : Indicateurs de performance

		Cibles				
Indicateur de performance	Désagrégation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Nombre d'écoles touchées grâce à l'aide de l'USDA	n / A	613	613	613	613	613
Nombre de repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) fournis aux enfants d'âge scolaire grâce à l'aide de l'USDA	n / A	15,000,000	11,875,000	8,750,000	5,625,000	2,500,000
Nombre d'enfants d'âge scolaire recevant des repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) grâce à l'aide de l'USDA	Total	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000
	Nouveau, Femme	61,250				
	Continuant, Femme					
	Nouveau, Masculin	63,750				
Continuant, Masculin						
Nombre d'associations de parents d'élèves (APE) ou de structures de gouvernance « scolaires » similaires soutenues grâce à l'aide de l'USDA	n / A	613	613	613	613	613
Nombre d'élèves inscrits à l'école bénéficiant de l'aide de l'USDA	Total	132,000	132,000	132,000	132,000	132,000
	Primaire Féminin					
	Mâle principal					
Quantité de produits achetés grâce à l'aide de l'USDA (par produit et pays d'origine)	Tonnes métriques	450	360	260	170	80
Nombre de personnes formées à la préparation et au stockage sûrs des aliments grâce à l'aide de l'USDA	Total	250	250	250	75	75
	Femme	200	200	200	50	50
	Homme	50	50	50	25	25
Nombre de personnes qui démontrent l'utilisation de nouvelles pratiques sûres de préparation et de stockage des aliments grâce à l'aide de l'USDA	Total	238	238	238	71	71
	Femme	190	190	190	48	48
	Homme	48	48	48	24	24
Nombre d'installations éducatives (foyers améliorés et autres cours d'école) réhabilités/construits grâce à l'aide de l'USDA	n / A	75	75	50	0	0
Nombre d'installations éducatives (foyers améliorés et autres cours d'école) réhabilités/construits grâce à l'aide de l'USDA	n / A	0	50 000 couverts (Assiettes, cuillères,	50000 couverts (Assiettes,	0	0

			gobelets) 10 000 carafes	cuillères, gobelets) 10000 carafes		
Nombre de personnes qui démontrent l'utilisation de nouvelles pratiques de santé et de nutrition infantiles grâce à l'aide de l'USDA	Total	120	240	240	200	0
	Femme					
	Homme					
Nombre d'élèves recevant des médicaments vermifuges	n / A	132,000	132,000	132,000	132,000	132,000
Nombre d'écoles utilisant une source d'eau améliorée	n / A	100	50	0	0	0
Nombre de comités villageois d'entretien redynamisés ou mis en place		100	50	0	0	0
Nombre de techniciens formés		200	100	0	0	0
Nombre de forgerons formés		0	30	20	0	0
Nombre d'écoles dotées d'installations sanitaires améliorées	n / A	10	50	40	0	0
Nombre de personnes bénéficiant indirectement des interventions financées par l'USDA	n / A	20,000	10,000			
			20,000	30,000	30,000	30,000
Nombre d'installations éducatives (sources d'eau améliorées et latrines, pierres de poêles et autres cours d'école) réhabilitées/construites grâce à l'aide de l'USDA	Total	215	405	243	0	0
	Station de lavage des mains	105	305	203	0	0
	Sources d'eau améliorées	100	50	0	0	0
	Latrines	10	50	40	0	0
	Autres cours d'école	0	0	0	0	0
Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale de l'USDA participant à des filets de sécurité productifs	Total	40	300	160	0	0
	Actifs communautaires					
	Actifs du ménage					
	Actifs humains/Capital, Féminin, Nouveau	32	240	128	0	0
	Actifs humains/capital, femme, continu					
Actifs humains/capital, masculin, nouveau	8	60	32	0	0	
Actifs humains/capital, masculin, continu						
Nombre de matériels d'enseignement et	(3) Kits par école	14,303	14,303	14,303	0	0

d'apprentissage fournis grâce à l'aide de l'USDA						
Nombre d'enseignants/éducateurs/assistants pédagogiques formés ou certifiés grâce à l'aide de l'USDA	Total	3,678	0	0	0	0
	Femme	701	0	0	0	0
	Homme	2,977	0	0	0	0
Nombre d'enseignants/éducateurs/assistants pédagogiques dans les écoles cibles qui démontrent l'utilisation de techniques ou d'outils d'enseignement nouveaux et de qualité grâce à l'aide de l'USDA	Total	3,310	3,310	3,678	3,678	0
	Femme	631	631	701	701	0
	Homme	2,679	2,679	2,977	2,977	0
Nombre d'administrateurs scolaires (directeurs) et de fonctionnaires (mentors et inspecteurs) formés ou certifiés grâce à l'aide de l'USDA	Total	763	0	0	0	0
	Femme	4	0	0	0	0
	Homme	759	0	0	0	0
Nombre d'administrateurs et de responsables scolaires dans les écoles cibles qui démontrent l'utilisation de nouvelles techniques ou de nouveaux outils grâce à l'aide de l'USDA	Total	763	763	763	763	763
	Femme	4	4	4	4	4
	Homme	759	759	759	759	759
Nombre d'enseignants qui ont amélioré leurs compétences et leurs connaissances dans l'enseignement de la lecture, de l'écriture et des mathématiques	Total	3,678	3,678	3,678	3,678	3,678
	Femme	701	701	701	701	701
	Homme	2,977	2,977	2,977	2,977	2,977
Pourcentage d'élèves qui, à la fin de deux années d'enseignement primaire, démontrent qu'ils peuvent lire et comprendre le sens d'un texte de niveau scolaire	Total	40	40	50	50	60
	Femme	35	35	45	45	60
	Homme	45	45	55	55	60
Pourcentage d'élèves qui, à la fin de deux années d'études primaires, démontrent qu'ils savent calculer	Total	50	60	70	70	70
	Femme	40	50	50	50	50
	Homme	60	50	50	50	50
Nombre d'outils d'évaluation pour les enseignants améliorés grâce à l'aide de l'USDA	n / A	10				
Nombre d'outils d'évaluation pour les administrateurs scolaires (directeurs) et les responsables Amélioré par l'aide de l'USDA	n / A	10				
Nombre d'appuis apportés par les communautés villageoises à l'école	n / A	1226	1226	1226	1226	1226
Nombre de politiques éducatives soutenues par le MENET-FP	n / A	2	2	1	1	1
Pourcentage d'enseignants réguliers à l'école	Total	90	90	90	90	90
	Femme	90	90	90	90	90
	Homme	90	90	90	90	90
	Total	18	18	18	18	18

Nombre de partenariats public-privé formés grâce à l'aide de l'USDA	Éducation	3	3	3	3	3
	Nutrition	1	1	1	1	1
	Santé	1	1	1	1	1
	Multi-focus	3	3	3	3	3
	Autre	10	10	10	10	10
Nombre d'examens des documents de stratégie politique révisés	n / A		1		1	
Nombre d'études	n / A		1			
Nombre de sensibilisations réalisées par le COGES et le CSCS	n / A	1,226	1,226	1,226	1,226	1,226
Nombre de politiques, réglementations ou procédures administratives à chacune des étapes de développement suivantes grâce à l'aide de l'USDA	Total					
	Éducation (étapes 1 à 5 notées)	1				
	Santé (étape 1-5 notée)					
Valeur des nouveaux engagements du gouvernement américain et des nouveaux investissements des secteurs public et privé mobilisés par l'USDA pour soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition	Secteur privé (en USD)	414,333	414,333	414,333	250,000	250,000
Taux moyen de fréquentation des élèves dans les salles de classe/écoles soutenues par l'USDA	Total Femmes Hommes	90	92	94	96	98
Nombre de personnes formées à la santé et à la nutrition infantiles grâce à l'aide de l'USDA	Total Femmes Hommes	900	900	900	900	900
Nombre d'élèves du primaire bénéficiant de la fourniture de matériel de lecture supplémentaire	Total Femmes Hommes	44,000	89,000	134,000	136,000	138,000
Volume de produits vendus par les fermes et les entreprises bénéficiant de l'aide de l'USDA (groupes de production de femmes)	n / A	240	420	600	600	600
Volume de produits (tonnes métriques) vendus par les bénéficiaires du projet au PAM	n / A	100	140	200	170	80
Volume de produits (tonnes métriques) produits par les petits exploitants agricoles	n / A	600	1,050	1,500	1,500	1,500
Valeur des ventes au PAM par les bénéficiaires du projet	n / A	80,000	112,000	160,000	136,000	64,000
Nombre de personnes (nationales, PAM, partenaires) formées à l'évaluation des besoins, au ciblage, à la gestion des vivres, à l'analyse du marché,	Total Femmes Hommes	3,176	2,826	2,726	1,175	975

à la gestion de l'information, à la logistique						
Nombre d'écoles avec des groupes de production féminins soutenant les cantines scolaires	n / A	20	35	50	50	50
Valeur des ventes annuelles des fermes et des entreprises bénéficiant de l'aide de l'USDA (groupes de production de femmes)	n / A	144,000	252,000	360,000	360,000	360,000
Nombre de personnes participant aux programmes de sécurité alimentaire de l'USDA qui incluent une composante LRP	Total Femmes Hommes	132,352	132,362	132,222	129,473	129,473
Nombre d'articles non alimentaires fournis grâce à l'aide de l'USDA	n / A	0	0	60,000	0	0

Indicateurs de résultats		
Indicateurs de performance	Désagrégation	Vie du projet
Pourcentage d'élèves qui, à la fin de deux années d'enseignement primaire, démontrent qu'ils peuvent lire et comprendre le sens d'un texte de niveau scolaire	Total	60%
	Femme	60%
	Homme	60%
Taux moyen de fréquentation des élèves dans les salles de classe/écoles soutenues par l'USDA	Total	98%
	Femme	98%
	Homme	98%
Nombre de matériels d'enseignement et d'apprentissage fournis grâce à l'aide de l'USDA	n / A	42910
Nombre d'enseignants/éducateurs/assistants pédagogiques dans les écoles cibles qui démontrent l'utilisation de techniques ou d'outils d'enseignement nouveaux et de qualité grâce à l'aide de l'USDA	Total	3494
	Femme	À déterminer
	Homme	À déterminer
Nombre d'enseignants/éducateurs/assistants pédagogiques formés ou certifiés grâce à l'aide de l'USDA	Total	3678
	Femme	À déterminer
	Homme	À déterminer
Nombre d'administrateurs et de responsables scolaires dans les écoles cibles qui démontrent l'utilisation de nouvelles techniques ou de nouveaux outils grâce à l'aide de l'USDA	Total	725
	Femme	À déterminer
	Homme	À déterminer
Nombre d'administrateurs et de fonctionnaires scolaires formés ou certifiés grâce à l'aide de l'USDA	Total	763
	Femme	À déterminer
	Homme	À déterminer
Nombre d'installations éducatives (sources d'eau améliorées et latrines, pierres de poêles et autres cours d'école) réhabilitées/construites grâce à l'aide de l'USDA	Total	863
	Poste de lavage des mains	179
	Poêles pierres	0
	Sources d'eau améliorées	179

	Latrines	332
	Autres cours d'école	0
Nombre d'élèves inscrits à l'école bénéficiant de l'aide de l'USDA	Total	138000
	Primaire Féminin	À déterminer
	Mâle principal	À déterminer
Nombre de politiques, réglementations ou procédures administratives à chacune des étapes de développement suivantes grâce à l'aide de l'USDA	Total	2
	Éducation (étapes 1 à 5 notées)	À déterminer
	Santé/Nutrition (étapes 1 à 5 notées)	À déterminer
Valeur des nouveaux engagements du gouvernement américain et des nouveaux investissements des secteurs public et privé mobilisés par l'USDA pour soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition	Total	46288453
	Gouvernement hôte (en USD)	À déterminer
	Autre secteur public (en USD)	À déterminer
	Secteur privé (en USD)	À déterminer
	Nouvel engagement du Gouvernement américain (en USD)	À déterminer
Nombre de partenariats public-privé formés grâce à l'aide de l'USDA	Total	18
	Éducation	À déterminer
	Nutrition	À déterminer
	Santé	À déterminer
	Multi-focus	À déterminer
	Autre	À déterminer
Nombre d'associations de parents d'élèves (APE) ou de structures de gouvernance « scolaires » similaires soutenues grâce à l'aide de l'USDA (COGES)	n / A	613
Nombre de repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) fournis aux enfants d'âge scolaire grâce à l'aide de l'USDA	n / A	43750000
Nombre d'enfants d'âge scolaire recevant des repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) grâce à l'aide de l'USDA	Total	208500
	Nouveau, Femme	0
	Continuant, Femme	0
	Nouveau, Masculin	0
	Continuant, Masculin	0
Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale participant à des filets de sécurité productifs grâce à l'aide de l'USDA (groupements agricoles)	Total	215260
	Actifs communautaires	0
	Actifs du ménage	0
	Actifs humains/Capital, Féminin, Nouveau	0
	Actifs humains/capital, femme, continu	0

	Actifs humains/capital, masculin, nouveau	0
	Actifs humains/capital, masculin, continu	0
Nombre de personnes qui démontrent l'utilisation de nouvelles pratiques de santé et de nutrition infantiles grâce à l'aide de l'USDA	Total	855
	Femme	À déterminer
	Homme	À déterminer
Nombre de personnes qui démontrent l'utilisation de nouvelles pratiques sûres de préparation et de stockage des aliments grâce à l'aide de l'USDA	Total	238
	Femme	À déterminer
	Homme	À déterminer
Pourcentage de participants aux interventions nutritionnelles au niveau communautaire qui pratiquent les comportements alimentaires promus du nourrisson et du jeune enfant	n / A	80%
Nombre de personnes formées à la préparation et au stockage sûrs des aliments grâce à l'aide de l'USDA	Total	900
	Femme	0
	Homme	0
Nombre de personnes formées à la santé et à la nutrition infantiles grâce à l'aide de l'USDA	Total	900
	Femme	0
	Homme	0
Nombre d'écoles utilisant une source d'eau améliorée	n / A	179
Nombre d'écoles dotées d'installations sanitaires améliorées	n / A	332
Nombre d'élèves recevant des médicaments vermifuges	n / A	132000
Nombre de personnes participant aux programmes de sécurité alimentaire de l'USDA	<i>Veillez consulter les directives McGovern-Dole sur les indicateurs</i>	132362
Nombre de personnes bénéficiant indirectement des interventions financées par l'USDA	n / A	625000
Nombre d'écoles touchées grâce à l'aide de l'USDA	n / A	613

Nombre de personnes participant aux programmes de sécurité alimentaire de l'USDA qui incluent une composante LRP	n / A	132,362
Nombre d'écoles touchées par les activités LRP grâce à l'aide de l'USDA	n / A	613
Nombre de partenariats public-privé formés grâce à l'aide de l'USDA (composante LRP)	n / A	50
Quantité (MT) de produits achetés grâce à l'assistance de l'USDA	n / A	1,313
Volume de produits (tonnes métriques) produits par les petits exploitants agricoles	n / A	6,150
Volume de produits vendus par les fermes et les entreprises bénéficiant de l'aide de l'USDA (groupes de production de femmes)	n / A	2,460

Volume de produits (tonnes métriques) vendus par les bénéficiaires du projet au PAM	n / A	690
Volume de produits (tonnes métriques) donnés par les petits exploitants agricoles aux cantines scolaires	n / A	1,845
Valeur des ventes annuelles des fermes et des entreprises bénéficiant de l'aide de l'USDA (groupes de production de femmes)	n / A	1,476,000
Valeur des ventes au PAM par les bénéficiaires du projet	n / A	552,000
Nombre de personnes (nationales, PAM, partenaires) formées à l'évaluation des besoins, au ciblage, à la gestion des vivres, à l'analyse du marché, à la gestion de l'information, à la logistique	n / A	3176
Nombre d'écoles avec des groupes de production féminins soutenant les cantines scolaires	n / A	50
Nombre d'élèves du primaire bénéficiant de la fourniture de matériel de lecture supplémentaire	Total Femmes Hommes	140,000
Nombre de foyers réhabilités/construits grâce à l'aide de l'USDA	n / A	200
Nombre d'articles non alimentaires fournis grâce à l'aide de l'USDA	n / A	60,000
Nombre de techniciens point d'eau formés	n / A	300
Nombre d'outils d'évaluation pour les enseignants améliorés grâce à l'aide de l'USDA	n / A	10
Pourcentage d'enseignants dans les écoles cibles qui fréquentent et enseignent régulièrement dans l'école (au moins 90 % des jours d'école) par année scolaire	n / A	95
Nombre de séances de sensibilisation menées par le COGES et le CSCS	n / A	6,130

Annexe 10 : Cadre de résultats du programme MGD

Le cadre de résultats est l'instrument de suivi définissant les objectifs de manière claire et quantifiée et renforce l'obligation de rendre compte de la réalisation des objectifs fixés.

RÉSULTATS	INDICATEUR	Base de référence 2021
McGovern-Dole SO1 Amélioration de l'alphabétisation des écoliers	Pourcentage d'élèves qui, à la fin de deux années d'études primaires, démontrent qu'ils savent lire et comprendre le sens du texte de niveau scolaire (garçons).	CP1= 20,8% CP2=30,3% CE1=25,8% CE2=17,7% CM1=14,7%

	Pourcentage d'élèves qui, à la fin de deux années d'études primaires, démontrent qu'ils savent lire et comprendre le sens du texte de niveau scolaire (filles).	CP1= 25,0% CP2=24,3% CE1=30,8% CE2=16,3% CM1=23,0%
	Nombre de personnes bénéficiant directement des interventions financées par l'USDA.	0
McGovern-Dole 1.1 Amélioration de la qualité de l'alphabétisation	Nombre d'enseignants dans les écoles cibles démontrant l'utilisation de nouvelles techniques ou d'outils d'enseignement de qualité grâce à l'aide de l'USDA.	0
McGovern-Dole 1.1.1 Assiduité plus constante des enseignants	Proportion d'enseignants dans les écoles cibles qui fréquentent et enseignent régulièrement à l'école (au moins 90 % des jours d'école) par année scolaire.	89,0%
McGovern-Dole 1.1.2 Meilleur accès aux fournitures et au matériel scolaires	Nombre de manuels et d'autres matériels d'enseignement et d'apprentissage fournis avec l'aide de l'USDA.	0
McGovern-Dole 1.1.3 Amélioration du matériel didactique de l'alphabétisation	Nombre d'écoles cibles dans lesquelles les écoliers ont du matériel de lecture supplémentaire avec le soutien de l'USDA.	0
McGovern-Dole 1.1.4 Amélioration des compétences et des connaissances des enseignants	Nombre d'enseignants / aides-enseignants dans les écoles ciblées démontrant l'utilisation de techniques ou d'outils pédagogiques nouveaux et bons (par type, par sexe).	0
	Nombre d'enseignants / aides-enseignants formés ou certifiés à la suite de l'aide de l'USDA (par type, par sexe).	0
McGovern-Dole 1.1.5 Amélioration des compétences et des connaissances des administrateurs scolaires	Nombre d'administrateurs scolaires ciblés démontrant de nouvelles et bonnes techniques ou outils d'enseignement (par type, par sexe).	0
	Nombre de leaders formés ou certifiés grâce à l'aide de l'USDA (par sexe).	0
McGovern-Dole 1.2 Amélioration de l'attention des écoliers	Proportion d'écoliers identifiés comme étant attentifs en classe par leurs enseignants (par sexe, par classe).	Filles = 63 % Garçons = 62 %
McGovern-Dole 1.2.1 Réduction de la faim à court terme	Nombre de repas scolaires (petit-déjeuner, collation, déjeuner) offerts aux écoliers à la suite de l'aide de l'USDA.	0
	Proportion d'écoliers dans les écoles ciblées qui mangeaient un repas régulièrement avant ou pendant la journée scolaire (par sexe).	0

McGovern-Dole 1.2.1.1 /1.3.1.1 Accès accru à l'alimentation scolaire	Nombre d'écopiers recevant des repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) grâce à l'aide de l'USDA (filles).	0
	Nombre d'écopiers recevant des repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) grâce à l'aide de l'USDA (garçons).	0
	Nombre d'écopiers recevant des repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) à la suite de l'aide de l'USDA (nouvelle).	0
	Nombre d'écopiers recevant des repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) grâce à l'aide de l'USDA (continuer).	0
	Nombre de repas scolaires quotidiens (petit-déjeuner, collation, déjeuner) fournis aux écopiers à la suite de l'aide de l'USDA.	0
	Proportion de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable par sexe du chef de ménage.	Femmes = 67,8 % Hommes = 72,2 %
	Indice de stratégie d'adaptation (moyenne) par sexe du chef de ménage.	Femmes = 4,7 Homme = 4,9
	Score de diversité alimentaire par sexe du chef de ménage.	Femmes = 4,1 Homme = 4,5
	Nombre de bénéficiaires de filets de sécurité sociale participant à des opérations productives de filets de sécurité à la suite de l'aide de l'USDA (en cours).	0
	Nombre de bénéficiaires du filet de sécurité sociale participant à des opérations productives de filets de sécurité à la suite de l'aide de l'USDA (nouveau).	0
	Nombre de bénéficiaires du filet de sécurité sociale participant à des opérations productives de filets de sécurité grâce à l'aide de l'USDA (hommes).	0
	Nombre de bénéficiaires de filets de sécurité sociale participant à des opérations productives de filets de sécurité grâce à l'aide de l'USDA (femmes).	0
McGovern-Dole 1.3 Amélioration de la fréquentation des étudiants	Proportion d'élèves fréquentant régulièrement (80%) des cours / écoles soutenus par l'USDA (garçons).	99,7%
	Proportion d'élèves fréquentant régulièrement (80%) des cours / écoles soutenus par l'USDA (filles).	100,0%
McGovern-Dole 1.3.2 Réduction des absences liées à la santé	Proportion d'écopiers qui manquent plus de 10 jours d'école par an en raison d'une maladie (garçons).	2,3%
	Proportion d'écopiers qui manquent plus de 10 jours d'école par an en raison d'une maladie (filles).	0,0%

McGovern-Dole 1.3.3 Amélioration de l'infrastructure scolaire	Nombre d'installations éducatifs (sources d'eau améliorées, latrines, foyers améliorés et autres terrains d'école) réhabilités/construits grâce à l'aide de l'USDA	
McGovern-Dole 1.3.4 Augmentation du nombre d'étudiants inscrits	Nombre d'écoliers inscrits dans des écoles bénéficiant de l'aide de l'USDA (garçons).	0
	Nombre d'écoliers inscrits dans des écoles bénéficiant d'une aide de l'USDA (filles).	0
	Ratio hommes-femmes à l'école primaire.	1,09
McGovern-Dole 1.3.5 Meilleure compréhension par la communauté des avantages de l'éducation	Nombre de membres des comités de gestion et de membres de groupes de production féminine sensibilisés à l'importance de l'éducation.	0
McGovern-Dole 1.4.1 /1.4.2 /1.4.3	Valeur des investissements publics et privés créant un effet de levier grâce à l'aide de l'USDA (gouvernement hôte).	0
	Taux d'augmentation annuel du budget alloué par le gouvernement à la Direction des cantines scolaires.	0
	Nombre de politiques dans les secteurs de la santé et de la nutrition des enfants, réglementations et procédures administratives, par niveau de développement, grâce au soutien de l'USDA (par étape).	0
	Nombre de politiques, de règlements et de procédures administratives du secteur de l'éducation, par niveau de développement, grâce à l'aide de l'USDA (par étape).	0
McGovern-Dole 1.4.4 Engagement accru des organismes locaux et des groupes communautaires	Nombre d'associations de parents et d'enseignants ou de structures de gouvernance scolaires similaires soutenues grâce à l'aide de l'USDA.	0
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA.	0
McGovern-Dole SO2 Utilisation accrue des pratiques de santé et diététiques	Proportion d'écoliers recevant un régime alimentaire minimum acceptable (garçons).	65,9%
	Proportion d'écoliers recevant un régime alimentaire minimum acceptable (filles).	65,9%
McGovern-Dole 2.1 Amélioration de la connaissance des pratiques de santé et d'hygiène	Proportion de membres du comité de gestion de l'école et du personnel de gestion de la cantine qui peuvent identifier au moins trois pratiques de santé et d'hygiène (hommes).	80,9%
	Proportion de membres du comité de gestion de l'école et du personnel de gestion de la cantine qui peuvent identifier au moins trois pratiques de santé et d'hygiène (femmes).	75,0%
McGovern-Dole 2.2 Connaissance accrue des pratiques sécuritaires de préparation et	Proportion de membres du comité de gestion de l'école et du personnel de gestion de la cantine qui peuvent identifier au moins trois pratiques sécuritaires de préparation et d'entreposage des aliments.	79,8 % bonnes pratiques d'entreposage des aliments

d'entreposage des aliments		65,5 % de bonnes pratiques de préparation des aliments
McGovern-Dole 2.3 Connaissance accrue de la nutrition	Nombre de personnes recevant une formation en santé et nutrition des enfants à la suite de l'aide de l'USDA (hommes).	0
	Nombre de personnes recevant une formation en santé et nutrition des enfants grâce à l'aide de l'USDA (femmes).	0
McGovern-Dole 2.4 Accès accru à l'eau potable et aux services d'assainissement	Nombre d'écoles utilisant une source d'eau améliorée	29
	Nombre d'écoles dotées d'installations sanitaires améliorées	232
McGovern-Dole 2.5 Accès accru aux interventions de santé préventives	Nombre d'écoliers ayant reçu un vermifuge.	
	Proportion d'écoles utilisant une source d'eau améliorée.	75,0 % ont un point d'eau 54,8 % ont une source d'eau améliorée
	Proportion d'écoles dotées d'installations sanitaires améliorées.	72,6%
McGovern-Dole 2.6 Accès accru aux outils et à l'équipement requis pour la préparation et l'entreposage des aliments	Nombre d'écoles ciblées ayant accès à un équipement amélioré de préparation et d'entreposage des aliments.	
McGovern-Dole 1.4.1 /2.7.1 Capacité accrue des institutions gouvernementales	Nombre de fonctionnaires formés à la gestion, au suivi et à l'évaluation des aliments.	0
McGovern-Dole 1.4.2 /2.7.2 Amélioration du cadre politique et réglementaire	Nombre de politiques, de règlements et/ou de procédures administratives dans les secteurs de la santé et de la nutrition des enfants à chacun des stades de développement suivants à la suite de l'aide de l'USDA (étape 1).	0
	Nombre de politiques, de règlements et/ou de procédures administratives en matière de santé et de nutrition des enfants à chacun des stades de développement suivants à la suite de l'aide de l'USDA (étape 2).	0
	Nombre de politiques, de règlements et/ou de procédures administratives en matière de santé et de nutrition de l'enfant à chacun des stades de	0

	développement suivants à la suite de l'assistance de l'USDA (étape 5).	
McGovern-Dole 1.4.3 Soutien accru du gouvernement	Valeur des investissements publics et privés créant un effet de levier grâce à l'aide de l'USDA (gouvernement hôte).	0
	Taux d'augmentation annuel du budget alloué par le gouvernement à la Direction des cantines scolaires.	0
McGovern-Dole 1.4.4 Engagement accru des organisations locales et des groupes communautaires	Nombre d'associations de parents et d'enseignants ou de structures de gouvernance « scolaires » similaires soutenues grâce à l'aide de l'USDA.	0
	Nombre de partenariats public-privé mis en place à la suite de l'aide de l'USDA (groupes de production de femmes).	0

Annexe 11: Liste des livrables

Le résumé des produits attendus de l'équipe d'évaluation:

- Rapport de démarrage initial, y compris la méthodologie en anglais et en français
- Rapport de démarrage final (y compris un plan d'assurance qualité, des outils de collecte de données, un calendrier de collecte de données)
- Plan d'Assurance Qualité
- Outils de collecte de données
- Planification de la collecte de données
- Bases de données brutes et nettoyées/ épurées
- Présentation PowerPoint de débriefing des résultats préliminaires
- Projet de rapport d'évaluation en anglais et en français comprenant une base de données brute et épurée, basé sur la table des matières suggérée
- Rapport final d'évaluation à mi-parcours, en anglais et en français, final basé sur la table des matières suggérée
- Table des matières suggérée pour le rapport (synthèse, méthodologie, résultats, conclusions, recommandations, annexe sur les indicateurs de performance, etc.)
- Présentation des résultats de l'évaluation par l'entreprise lors d'un atelier

Annexe 12: Quelques résultats obtenus au cours de cette phase

Répartition des bénéficiaires - 2021-2023

	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Oct	Nov	Dec	Max
2021	118893	116908	119270	119128	119343	88669	65859	32222	507	119343
2022	14527	119640	125213	126190	126794		112347	66838	57159	126794
2023	121069	123726	125330	120032	116263	21854				125330

Quantité de nourriture (mt) distribuée par région (repas chaud)

Quantité de vivres distribués (MT)				
Régions	2021	2022	2023	Grand Total
Bafing	98.429	67.26	67.26	232.949
Bagoue	272.331	209.088	209.088	690.507
Bounkani	239.459	192.828	185.205	617.492
Cavally	90.15	69.351	69.346	228.847
Gontougo	390.362	310.556	276.988	977.906
Poro	572.544	409.88	401.252	1383.676
Tchologo	220.515	163.542	161.882	545.939
Grand Total	1883.79	1422.505	1371.021	4677.316

Principaux résultats - 2021-2022

Résultat (outcome)							
Indicateur de résultat	Sexe	Données de base	Cible de fin de CSP	Objectif 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020
Groupe ciblé: Étudiant -Emplacement: Côte d'Ivoire -Modalité: Renforcement des capacités, Nourriture -Sous-activité: Cantine scolaire (sur place).							
Taux de fréquentation (nouveau)	Femme	98.8	>99	>99	99.45	98.99	99.31
	Homme	99	>99	>99	99.35	99.02	99.24
	Global	98.9	>99	>99	99.38	99	99.27
Taux d'inscription	Femme	2.9	>3	>3	5.17	-0.23	-1.41
	Homme	0	>3	>3	4	-2.47	-3.83

	Global	1.3	>3	>3	4.59	-1.36	-2.64
Groupe ciblé: Étudiant -Emplacement: Côte d'Ivoire -Modalité: Nourriture -Sous-activité: Cantine scolaire (sur place).							
Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux de rétention	Femme	98	≥98	≥98	97.98	97.89	98.97
	Homme	97.8	≥98	≥98	97.68	97.7	98.63
	Global	97.9	≥98	≥98	97.93	97.8	98.8
Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux d'abandon	Femme	2	≤2	≤2	2.02	2.11	1.03
	Homme	2.2	≤2	≤2	2.32	2.3	1.37
	Global	2.1	≤2	≤2	2.17	2.2	1.2

Principaux Outputs - 2021-2022

Résultats (output)					
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réalisé
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Élèves (écoles primaires)	Alimentation scolaire (sur place)	Femme	61,250	63,524
			Homme	63,750	63,270
			Total	125,000	126,794
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Élèves (écoles primaires)	Alimentation scolaire (rations à emporter)	Femme	0	72,124
			Homme	0	71,836
			Total	0	143,960
A.2 : Transferts alimentaires			MT	2,655	1,497

Annexe 13 : Responsabilités thématiques du BP pour l'évaluation

	Focal Point	Alternate
Overall Coordination	Seydou KONE (Programme officer M&E/VAM) <kone.seydou@wfp.org>	
General Technical support	Severine GIROUD (Chef de programme) <severine.giroud@wfp.org>	N/A
Education	Alti BEMA (Chargée de programme national de l'alimentation scolaire) <Alti.bema@wfp.org>	Monique KOFFI <monique.koffi@wfp.org>
Logistics	Bibi Richard LANDONG KENTA (Responsable de la chaîne d'approvisionnement) < Bibi <bibirichard.landongkenta@wfp.org> >	
Finance	Jean-Michel LOUKOU <jean-michel.loukou@wfp.org>	Fatoumata BINATE <fatoumata.binate@wfp.org>
Partners	Aminatou BABAEDJOU (Programme Assistant FLA) <aminatou.babaedjou@wfp.org>	
PMP/Ressource Management	Dorothee NGOTTA <dorothee.ngotta@wfp.org>	
Nutrition	Albarin GBOGOURI (Consultant national programme Nutrition) <albarin.gbogouri@wfp.org>	
Resilience	Aboubacar TANOH (Assistant Programme) <aboubacar.tanoh@wfp.org>	
Monitoring/ Evaluation	Yoboua KOUAME (Programme Assistant M&E/VAM) <yoboua.kouame@wfp.org>	

Programme Alimentaire Mondial Côte d'Ivoire

[Côte d'Ivoire | World Food Programme \(wfp.org\)](https://www.wfp.org)

Abidjan Plateau, Immeuble CCIA, 4^{ième} étage. 01 BP
1747 Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Tel : + 225 20 20 77 00 / 20 20 77 09

World Food Programme

Via Cesare Giulio Viola 68/70
00148 Rome, Italy

T +39 06 65131 [wfp.org](https://www.wfp.org)